

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1908.

Projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 19 août 1889
sur le droit de licence.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Il est peu de pays où l'on n'ait légiféré contre l'extension du nombre des cabarets; il n'en est pas où les entraves apportées à leur multiplication n'aient eu à subir de redoutables assauts.

La Belgique a le triste privilège d'être de toutes les nations celle qui compte, proportionnellement à la population, le plus grand nombre de débits de boissons; les mesures restrictives prises pour arrêter leur développement ne pouvaient échapper au sort commun.

La loi votée en 1889 sur la proposition de l'honorable M. Beernaert fut d'abord, il est vrai, accueillie avec une faveur marquée: la moralité et la santé publiques devaient y trouver leur profit, en même temps que les finances communales; elle fut votée à la quasi-unanimité de la Chambre et du Sénat.

Mais au fur et à mesure de son application plus étendue, elle suscita les réclamations de l'intérêt privé; on ne manqua pas de mettre en relief les imperfections que l'expérience y fit découvrir; on alla même jusqu'à contester son effet utile.

Son efficacité a déjà été mise en lumière par mon honorable prédécesseur M. de Smet de Naeyer dans l'Exposé des motifs du projet de loi qu'il déposa le 13 mars 1901.

On peut ajouter que c'est à partir de l'institution du droit de licence, et avant même l'augmentation des droits d'accise sur l'alcool, que se trouve enrayé pour la première fois l'accroissement du nombre des débits de boissons.

A prendre les différentes époques où il a été légiféré sur la matière, on

■

L'annexe (diagramme) sera distribuée ultérieurement.

constate qu'en 1838 il y avait un débit par 89 habitants; en 1880, un par 83 habitants; en 1871, un par 52 habitants; en 1889, un par 31 habitants!

La progression était effrayante. Elle s'est trouvée subitement arrêtée dès la première année d'application du droit de licence. La carte figurative ci-jointe fait apparaître ce fait trop souvent méconnu.

Là ne s'est pas bornée l'action restrictive de la loi; elle a même amené une diminution du nombre des cabarets proportionnellement à la population : le coefficient de population, qui était en 1889 de 31 par débit, se trouve être de 34 en 1907, et — circonstance importante à noter — la statistique de 1907 comprend tous les débits de bière.

Ainsi donc à la progression totale atteignant 40 % pour la période de 1871 à 1889, succède une régression totale d'environ 10 %.

L'effet bienfaisant de la loi de 1889 semble même, à s'en tenir aux constatations légales, aller beaucoup plus loin, car légalement il faut écarter du recensement des débits de boissons alcooliques, les 95,156 cabarets où l'on est censé ne vendre que des boissons fermentées.

Malheureusement de ce côté l'apparence est trompeuse, car il n'est pas à contester que dans un grand nombre de ces établissements on débite clandestinement de l'alcool. Certes, la consommation y subit des restrictions à raison même de la clandestinité, et la lutte contre l'alcoolisme y trouve un profit indéniable. Il faut néanmoins reconnaître que là est le point faible du régime instauré par la loi de 1889. Celle-ci marqua le premier effort vigoureux en vue de combattre un mal invétéré; il n'est pas étonnant qu'elle ait eu à compter avec l'ingéniosité de la fraude et que son action bienfaisante s'en soit trouvée affaiblie; l'efficacité de son principe n'en reste pas moins certaine, et c'est à en améliorer l'application que doivent tendre nos efforts.

* * *

Le dernier recensement annuel des débits de boissons date du 1^{er} mars 1907. On y relève l'existence de 210,310 débits dont 95,156 débits de bière, 67,711 débits d'alcool exemptés en vertu de la loi de 1889 et 47,443 débits d'alcool soumis au droit de licence. Celui-ci a produit, en 1907, 4,784,240 francs.

La diversité de régime auquel sont soumis les débits et la fraude pratiquée dans nombre de débits de bière ont fait naître l'idée de la généralisation du droit de licence sans égard pour les situations acquises, sans distinction entre les débitants de boissons spiritueuses et ceux qui se bornent à vendre des boissons fermentées.

Cette solution égalitaire a pour elle l'incontestable mais unique avantage d'une productivité plus grande de l'impôt; elle atteindrait en effet du coup 162,867 débitants actuellement affranchis du droit de licence et porterait le nombre des redevables de 47,443 à 210,310.

Mais ses partisans perdent de vue que le droit de licence n'est pas établi dans un but de fiscalité; il faudrait souhaiter au contraire en voir, à taux égal, diminuer le rendement car toute diminution de rendement marquerait un pas en avant vers le but de moralité, seule préoccupation du législateur de 1889.

Cette préoccupation doit être aussi la nôtre.

La généralisation trop rigide du droit de licence aurait pour résultat de multiplier les foyers d'alcoolisme, elle pousserait tous les cabaretiers à débiter des boissons spiritueuses en vue de récupérer le montant de leur redevance, elle méconnaîtrait cette vérité élémentaire que, dans l'état actuel de nos mœurs, le premier sinon le seul progrès réalisable est de substituer le débit de bière au débit d'alcool.

Il importe, au contraire, de rechercher un système de généralisation assurant certaines faveurs à ceux qui, décidés à s'abstenir de la vente facile et lucrative de l'alcool, n'auront pas à redouter un contrôle sérieux appuyé sur des sanctions effectives.

Le projet assujettit au droit de licence tous les débitants de boissons fermentées et de boissons spiritueuses — sauf ce qui est prévu aux dispositions transitoires, — mais il donne aux débitants de boissons fermentées la faculté de n'avoir à déboursier le montant du droit de licence que momentanément et à titre de cautionnement, de manière à ce qu'ils aient intérêt à observer la loi, de manière aussi, à ce qu'en cas de contravention, le Gouvernement ne se trouve pas dans l'alternative, comme il arrive trop souvent, ou de laisser la contravention impunie ou de la faire réprimer par la peine trop sévère de l'emprisonnement.

* * *

Maintes fois on a reproché au barème du droit de licence, tel qu'il est établi par la loi de 1889, de manquer de proportionnalité. A la différence de la patente, le droit de licence ne vise pas à atteindre une quotité des bénéfices, c'est une « barrière » créée dans un but de moralité. La taxe deviendrait inopérante et perdrait sa raison d'être si, grâce à sa proportionnalité, elle n'empêchait pas la création et le maintien d'un nombre appréciable de débits. Une certaine proportionnalité est cependant nécessaire; le barème de 1889 lui-même est inspiré par cette idée, car il proportionne la taxe à l'importance des communes; on a craint avec raison que la taxation excessive ne provoquât à la clandestinité.

Il convient à ce point de vue de créer trois classes dans chaque rang de communes : la première classe comporterait une augmentation de 25 % et la dernière un abaissement de 25 % sur le taux actuel. Une extrême prudence est requise en cette matière, car si un certain abaissement peut être utile pour prévenir la clandestinité, un abaissement trop considérable encouragerait la vente de l'alcool et irait à l'encontre du but de la loi.

* * *

L'application de la loi du 19 août 1889 a révélé l'utilité d'une autre réforme en vue d'entraver l'établissement de nouveaux cabarets; nonobstant le progrès relatif signalé plus haut, il est triste, en effet, de constater que dans certaines régions le coefficient de la population par cabaret (sans distinction d'espèce) est descendu jusque dix-neuf, ce qui équivaut à dire qu'on y compte un cabaret par six hommes de 18 ans et plus!

On ne peut pas songer à une limitation du nombre des débits par voie d'autorité. Toute disposition légale qui serait prise en ce sens serait en opposition avec le principe de la liberté du commerce et des professions; elle prêterait à

l'arbitraire, car elle ne pourrait se fonder sur aucune règle juste et rationnelle. Le moyen qui s'indique naturellement est d'élever une nouvelle barrière d'ordre fiscal. C'est ce que fait le projet en instituant une taxe d'ouverture applicable à tout nouveau débit de boissons spiritueuses ou fermentées, à l'instar de ce qui existe dans le Grand-Duché de Luxembourg.

On sait à quel point la spéculation sur l'habitude du cabaret préside aux nouvelles bâtisses. A l'intérieur des grandes villes, on voit tous les jours acheter d'importants immeubles pour les aménager à destination de cafés élégants et de brasseries luxueuses. Dans les nouveaux quartiers extérieurs et dans les agglomérations suburbaines, où se multiplient surtout les modestes maisons bourgeoises et les habitations à bon marché, c'est à qui s'empressera d'installer, à chaque endroit un peu favorable, un cabaret où l'on compte voir affluer la clientèle momentanée des hommes de métier qu'occuperont, pendant deux ou trois ans, les constructions nouvelles du voisinage, en attendant la clientèle fixe du futur quartier.

Établissements de luxe ou établissements populaires, ces nouveaux foyers ne répondent le plus souvent à aucun besoin réel et ne font que multiplier les occasions offertes au public de se livrer à des libations malfaisantes ou tout au moins inutiles, à des dépenses qui, pour beaucoup, sont faites au détriment de l'épargne nécessaire et même des besoins essentiels de la famille.

L'idée de la taxe d'ouverture a été préconisée au sein du Congrès franco-belge de la Brasserie tenu en 1900 à l'occasion de l'Exposition de Paris

L'une des questions posées était ainsi conçue : « Quel serait le moyen le » meilleur d'endiguer la multiplication du nombre de débits de boissons, » sans recourir au pouvoir discrétionnaire de l'État? »

Dans le rapport présenté sur cette question et dont l'un des auteurs est le président français du bureau du Congrès, on lit les considérations suivantes :

« Pour répondre à cette question, il est peut-être bon d'examiner tout » d'abord quelle a été la cause qui a amené cette trop grande multiplication.

« Ici, les brasseurs doivent peut-être se frapper la poitrine, en disant leur » *mea culpa*, car c'est là l'un des effets de la grande concurrence qu'ils se font » entre eux et contre laquelle ils feront bien de se prémunir. Ils auraient » pour ce faire de nombreux motifs.

« Il est néanmoins évident que la création de ces trop nombreux cabarets » de bas-étage, créés dans des immeubles qui n'ont pas été édifiés pour cet » usage, par suite défectueux à beaucoup de titres, est nuisible aux intérêts » de la brasserie en général.

« Ils abritent pour la plupart des clients véreux, qui payent mal et parfois » ne payent même pas du tout. Ce sont des locataires qui ne séjournent que » peu de temps, pour être remplacés par d'autres qui ne valent pas mieux, » et qui occasionnent presque toujours aux brasseurs beaucoup plus » d'ennuis que de profits.

« C'est surtout à ce genre d'établissements qu'il faudrait s'attaquer pour » en diminuer le nombre, soit par voie d'extinction naturelle, soit surtout en » rendant plus difficiles, presque impossibles, de nouvelles créations de ce » genre.

- » Comment y arriver, sans faire jouer le pouvoir discrétionnaire de l'Etat?
- » Tout simplement en soumettant l'ouverture des nouveaux débits de boissons à une taxe spéciale.
- » L'établissement d'une certaine taxe dont le chiffre est à trouver pour ne pas dépasser le but, amènerait certaines réflexions et certains atermoiements qui remédieraient dans une large mesure au mal signalé, soit qu'il provienne de la cause que nous venons d'énoncer, soit de tout autre.
- » Cette taxe ne devrait pas être trop élevée pour permettre encore à des débits, qui auraient leur raison d'être, de pouvoir s'ouvrir. Elle devrait l'être suffisamment pour empêcher l'ouverture des débits du genre de ceux dont nous venons de parler. »

C'est au propriétaire de l'immeuble, ou, le cas échéant, à l'usufruitier ou à l'emphytéote, que le projet de loi impose le paiement de la taxe d'ouverture. Celui qui construit une maison ou veut changer la destination d'une maison devra ainsi faire entrer en ligne de compte, s'il songe à en faire un cabaret, une charge de premier établissement, qui pourra avoir pour effet de le détourner de sa spéculation.

Cette charge sera proportionnelle autant que le permet la nature des choses : elle sera égale au quintuple du taux moyen du droit de licence. Sur cette base, la taxe d'ouverture constituera, dans beaucoup de cas, un obstacle puissant à l'ouverture d'un nouveau cabaret.

Pas plus que la loi de 1889, le projet actuel ne vise à procurer de nouvelles ressources au Trésor : le produit de la taxe d'ouverture viendrait augmenter les recettes du fonds spécial communal.

* *

Quelques communes, exerçant leur rôle de gardiennes de l'hygiène, se sont préoccupées des conditions matérielles à prescrire pour les installations de cabaret.

Cette louable initiative a donné d'heureux résultats à la fois au point de vue de l'hygiène et de la moralité, mais elle reste trop rare ; l'inaction du plus grand nombre des communes révèle, semble-t-il, le désir d'une intervention gouvernementale, en même temps qu'elle en démontre l'opportunité.

La réglementation devrait porter notamment sur la superficie et le cube des établissements, sur leur situation, leur distribution intérieure et leurs dépendances, sur leurs conditions d'aération et d'éclairage. Forcément diversifiées d'après les localités, les régions, et d'après qu'il s'agisse de nouvelles installations ou d'anciens débits occupés par un nouvel exploitant, toujours sujettes à être modifiées d'après l'expérience acquise, les prescriptions à édicter pourraient difficilement être fixées d'emblée par la loi ; le projet autorise le Gouvernement à les déterminer par arrêté royal.

Ces mesures, outre leur utilité directe, auront pour effet indirect de contribuer à la réduction du nombre des débits ; il en sera de même d'une autre disposition du projet qui, dans un but de moralité, interdit à certaines

catégories de personnes, ainsi qu'il sera exposé plus loin, la vente en détail des boissons spiritueuses et fermentées.

* *

Le législateur de 1889 a pris pour point de départ de ses mesures restrictives le respect des situations acquises. Le Gouvernement estime qu'au moment d'améliorer la loi de 1889, ce serait froisser le sentiment public que de ne pas adopter la même règle dans la mesure du possible.

Il en résultera fatalement certaines inégalités, mais outre qu'elles seront transitoires, le sentiment d'envie qu'elles peuvent susciter ne semble pas mériter plus d'égard que le sentiment d'équité dont s'inspire la sauvegarde des positions acquises, garanties en quelque sorte par la loi de 1889.

Les débitants de boissons spiritueuses exemptés par cette loi continueront de jouir de l'exemption, mais seulement ceux qui, au moment du vote de la loi, en jouiront nominativement, à l'exclusion de toutes les personnes qui prétendraient par la suite avoir été personnellement intéressées dans l'exploitation du débit, antérieurement au 17 juillet 1889. De 181,512 qu'ils étaient en 1889, les débitants exemptés ne sont plus que 67,711, et il est à peine besoin de faire observer qu'après cette première période de dix-huit ans, le mouvement d'extinction de l'immunité ne peut manquer de s'accélérer rapidement par l'ordre naturel des choses.

Quant aux débitants de boissons fermentées ayant fait une déclaration de patente avant le 1^{er} mars 1908, ils seront affranchis du droit de licence moyennant de souscrire dans les trois mois de la mise en vigueur de la loi les engagements prévus par le § 1^{er} de l'article 9; leur fidélité à les observer sera la condition de leur immunité.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les dispositions consacrées par le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre.

* *

L'article 1^{er} décrète l'extension du droit de licence aux débitants de boissons fermentées; il en maintient l'assiette et les taux, mais, en vue d'y apporter une certaine proportionnalité, il réduit ces taux *d'un quart* pour les débitants dont la cotisation au droit de patente afférente au débit de boissons a été établie pour l'année antérieure d'après la 14^e, la 13^e ou la 12^e classe du tarif *B* annexé à la loi du 21 mai 1819 (modifié par l'article 2 de la loi du 22 janvier 1849); par contre il majore d'un quart le taux afférent aux débits imposés au droit de patente d'après la 4^e classe ou une classe supérieure, les taux actuels restant applicables aux débitants cotisés d'après une des classes 11 à 5 du tarif prémentionné.

Les nouveaux débitants acquitteront, au moment de la déclaration, le droit minimum qui vient d'être indiqué, sous réserve de l'exigibilité d'un supplément proportionnel dans le cas où leur cotisation au droit de patente pour l'année courante entraînerait la débitation d'un taux plus élevé.

La taxe s'applique au débitant personnellement et non pas au débit. Ainsi le paiement effectué par celui qui exploitait le débit à la date du 1^{er} janvier n'est pas compté à celui qui reprend l'exploitation dans le courant de l'année; ce dernier, à son tour, est immédiatement imposable, comme il sera expliqué plus loin.

D'autre part, le droit est dû pour chaque débit : une personne ou une société qui tient plusieurs débits, directement, par préposé ou par personne interposée, est donc taxée pour chacun de ses établissements.

En vue de prévenir des contestations, l'article 1^{er} stipule en outre qu'en ce qui concerne les débitants de boissons qui exercent d'autres professions, l'affinité prévue par l'article 10 de la loi du 21 mai 1819 ne peut en aucun cas être admise : un droit de patente distinct est applicable à leur débit de boissons.

L'article 2 précise le sens de l'expression « débitant en détail ». Ses dispositions ont principalement pour but de couper court aux prétextes et aux subterfuges souvent inventés par les débitants qui étaient poursuivis du chef de contravention à la loi de 1889.

Quoique le débit des boissons, comme de toute autre marchandise, se caractérise par le paiement de la chose livrée, l'expérience acquise dans l'application de la loi de 1889 a démontré qu'il est indispensable d'assimiler au fait de vendre, le fait matériel de donner à boire, fût-ce gratuitement, et même de laisser consommer des boissons apportées, lorsque ces faits se passent dans un établissement accessible soit au public en général, soit seulement à des sociétaires ou à des clients en pension. En d'autres termes, on ne peut pas admettre que le tenancier d'un établissement où l'on boit soit recevable à prétexter qu'il est étranger à tel fait de consommation qui se passe dans son établissement et on ne peut davantage admettre que la loi soit éludée dans les sociétés particulières, dans les grands restaurants, pensions de famille, etc., accessibles seulement à un public restreint.

En ce qui concerne les boissons fermentées, le débit en détail est caractérisé par la consommation sur place. Il s'ensuit que le marchand de bières, l'épicier ou autre boutiquier qui vend de la bière en bouteilles, ou chez qui l'on vient en chercher pour la consommation domestique, n'est point réputé débitant en détail.

Quant aux boissons spiritueuses, la qualité de débitant en détail résulte de la quantité vendue ou livrée. Dans ce système, quiconque débite des liqueurs par quantités de deux litres ou moins, peu importe où la consommation ait lieu, est assujéti au droit de licence. La limite de 2 litres est celle qui existe actuellement (loi du 19 août 1889, art. 10); dans le Grand-Duché de Luxembourg, cette limite est de 4 litres et elle est de 5 litres dans le projet présenté en 1898 au Sénat par l'honorable M. Lejeune. En Hollande, on considère comme vente en détail, toute vente par quantités inférieures à 10 litres.

Le projet ne considère évidemment pas comme débitant en détail le pharmacien qui livre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

L'article 3 fixe le sens légal de l'expression « boissons spiritueuses ».

Il est rédigé de manière à comprendre non seulement les liqueurs fortes produites par distillation, telles que les eaux-de-vie et le genièvre, ainsi que toutes les boissons additionnées d'alcool, mais également toutes les liqueurs en général, quelle que soit l'origine de l'alcool qu'elles contiennent. Quoique les liqueurs de cette catégorie puissent parfois être peu nuisibles, il est indispensable de les assimiler aux liqueurs alcooliques proprement dites, sous peine d'ouvrir la porte à des fraudes aussi faciles à commettre que difficiles à constater.

Toutefois, les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool ou que leur richesse alcoolique naturelle ne dépasse pas 12 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

L'article 4 s'occupe des débits ambulants.

Les débits de l'espèce qui sont installés dans des véhicules faisant un service de transports — bateaux, voitures de chemins de fer ou de tramway — sont des débits de luxe; pour ce motif, ils comportent l'application d'un droit de licence élevé (200 francs).

Quant aux débits qui sont établis dans des barques, loges foraines, échoppes, tentes, etc., leur importance varie avec leur déplacement; il est dès lors pratiquement impossible de les soumettre à une taxe graduée, la solution la plus rationnelle consiste à les imposer au même taux.

On sait que le colportage et la vente des boissons spiritueuses en dehors des cafés, cabarets, etc., sont interdits (loi du 16 août 1887, art. 15); le projet actuel n'a donc pas à s'en occuper.

L'article 5 traite de la déclaration et du paiement du droit de licence.

L'article 6 de la loi du 19 août 1889 exige du débitant qui s'établit dans le courant de l'année le paiement du droit entier, quelle que soit la date de l'ouverture du débit. Cette disposition peut être atténuée : le projet ne maintient l'intégralité du droit que pour les débits fixes ou ambulants ouverts pendant le premier semestre; pour ceux qui s'ouvrent dans le cours du second semestre, le droit est réduit à la moitié.

Une autre disposition de la loi de 1889 est atténuée par l'article 6 du projet : c'est celle qui considère comme nouvellement établi tout débit transféré d'une commune dans une autre.

Le Gouvernement propose de ne pas exiger à nouveau le droit de licence si la commune du nouvel établissement est de même rang ou de rang inférieur, et de n'exiger du débitant que la différence entre le droit payé et le droit dû dans la commune du nouvel établissement, si cette dernière est de rang supérieur. De plus, il convient d'appliquer au supplément de droit la même règle qu'au droit dû pour les nouveaux débits : ne percevoir que la moitié du supplément si le déplacement a lieu pendant le second semestre.

Dans un intérêt d'ordre et de surveillance, une déclaration de déplacement

est exigée sous peine d'amende. Cette déclaration doit être faite au bureau où le droit de licence a été payé, si le débit reste établi dans le ressort de ce bureau ; au cas contraire, elle a lieu au bureau des contributions dans le ressort duquel le débit est transféré.

Il va de soi qu'un supplément est dû éventuellement, en vertu du § 2 de l'art. 1^{er}, si la patente afférente au débit transféré entraîne l'application d'un droit de licence plus élevé que celui payé primitivement.

La loi de 1889 contient le principe de l'irrévocabilité du paiement dûment effectué : le décès du débitant, à quelque époque que ce soit, la cession ou la fermeture du débit, quelles qu'en soient l'époque et la cause, ne donnent lieu à aucune remise ou restitution du droit de licence.

Il convient d'atténuer la rigueur de ce principe et d'autoriser, sous certaines conditions, le dégrèvement de la moitié du droit de licence en cas de fermeture définitive du débit dans le courant du premier semestre. Tel est l'objet de l'article 7 du projet : il incitera les héritiers des débitants décédés ou les débitants qui ne font pas suffisamment d'affaires à ne pas continuer le débit pendant le second semestre. La loi hollandaise sur les boissons contient une disposition semblable.

Ledit article 7 exprime en même temps la notion déjà énoncée plus haut, à savoir : que le successeur du débitant qui vient à mourir ou à se retirer est tenu, à son tour, des obligations imposées par la loi à la généralité des débitants.

Avant de s'établir, le successeur doit donc faire la déclaration prescrite par l'article 5 ; il doit payer d'avance la totalité ou la moitié du droit de licence, selon qu'il s'établit avant le 1^{er} juillet ou à partir de cette date. S'il tenait, de son côté, un autre débit qu'il abandonne, ses obligations sont régies par l'article 6.

Toutefois, le projet maintient, en l'élargissant, l'exception inscrite dans l'article 12 de la loi de 1889, pour le cas de décès, en faveur de l'époux et du descendant du débitant soumis au droit de licence. Le conjoint et l'enfant ou autre descendant peuvent succéder au débitant par suite de faits autres que le décès et qui sont de nature à justifier également un traitement exceptionnel : telles l'interdiction, l'invalidité, une donation ou autre convention de famille. Il semble légitime que le conjoint ou le descendant, même hors le cas de décès, puisse continuer l'exploitation sans avoir à payer un nouveau droit pour l'année courante, quelle que soit la cause accidentelle ou la nature de l'arrangement qui amène le changement de personne.

En cas de décès du débitant, il est accordé un délai d'un mois pour la déclaration et pour le paiement du droit, s'il y a lieu. Dans le cas où le débit serait fermé à l'expiration de ce délai, il ne serait dû aucun nouveau droit et il n'y aurait pas lieu à déclaration. Ces dispositions spéciales se justifient d'elles-mêmes.

L'article 8 du projet reproduit la disposition de l'article 10 de la loi de 1889 relative au droit de visite du débit, en appliquant expressément ce droit à toutes les parties de l'établissement, y compris les dépendances, où les clients et les consommateurs ont accès.

L'article 9 pose les conditions auxquelles peut souscrire le débitant pour se soustraire à la débetion du droit de licence après la troisième année.

Il ne suffit point d'inscrire ces conditions dans la loi, ni même de se contenter d'une de ces déclarations ordinaires qu'un grand nombre de contribuables signent sans trop se rendre compte de leur contenu et de leurs conséquences. La matière exige des précautions spéciales. Il faut que le débitant qui désire s'affranchir de l'impôt du droit de licence soit pleinement instruit des défenses qui lui sont faites, et qu'il s'engage expressément à les observer après avoir réfléchi aux sanctions qui y sont attachées.

C'est pourquoi le projet exige une déclaration spéciale et annuelle stipulant les conditions auxquelles l'intéressé devra se soumettre.

Il s'agit d'abord de l'interdiction, non seulement de livrer ou de laisser consommer des boissons spiritueuses, mais aussi d'en détenir quelque quantité que ce soit, dans les locaux où sont admis les consommateurs. Il ne pourra d'ailleurs exister dans les autres parties de l'établissement et de ses dépendances qu'une quantité ne dépassant pas un demi-litre couverte par une prescription médicale dont la date ne remonte pas à plus de trois mois.

Il s'agit, en outre, de laisser visiter les locaux non accessibles aux consommateurs, chaque fois que le débitant ou son préposé en sera requis par deux agents qualifiés à cet effet. Ce droit de visite, plus étendu que celui résultant de l'article 8, lequel se restreint à la partie de l'immeuble accessible aux clients ou consommateurs, se justifie par la nécessité de rechercher tous les éléments de fraude. Qu'il s'agisse de débit ou de fabrication, la clandestinité, si elle ne se sent réellement menacée, rendra vaines toutes les tentatives du législateur en vue de combattre les ravages de l'alcoolisme; il y va d'un intérêt social de premier ordre. Les agents auront pour devoir de ne procéder à cette visite spéciale qu'avec prudence et discernement; à cette fin, le paragraphe 5 de l'article 9 exige l'autorisation du juge de paix, d'un fonctionnaire élevé en grade ou d'un officier de gendarmerie. Ainsi organisé, ce droit de visite se retrouve dans nombre de dispositions des lois de douane et d'accises.

Enfin, les débetants de cette catégorie devront apposer, d'une manière apparente, au-dessus de chaque entrée de leur établissement, un écriteau annonçant que la consommation de boissons spiritueuses y est interdite. Cette disposition facilitera beaucoup la surveillance; elle évitera en outre aux clients honnêtes de se faire complices de la fraude.

La déclaration prescrite par l'article 9 suspendra la débetion du droit de licence après la troisième année; la taxe sera donc exigible pour les trois premières années et un supplément sera éventuellement payé pendant les trois années suivantes si le débit est élevé de rang ou de catégorie.

Les sommes ainsi versées serviront de garantie à l'exécution des engagements souscrits et seront restituées à la demande des débetants ou de leurs ayants droit, un an après la cessation de tout débit de boissons exploité par eux personnellement ou par personne interposée. Par contre, elles resteront acquises au fonds spécial en cas d'inexécution des engagements susvisés et le bénéfice de l'exemption du droit de licence sera retiré à ceux qui y auront contrevenu. Sous le régime de la loi de 1889, rien n'empêche les débetants condamnés du chef de vente frauduleuse d'alcool, d'essayer de nouveau l'année suivante de se faire passer pour débetants de bière. Les récidivistes

sont nombreux, et on en voit qui, après trois ou quatre condamnations, font de nouvelles tentatives en vue d'échapper au droit de licence; c'est que sous la loi actuelle les conséquences de la contravention sont peu importantes en comparaison du profit à réaliser; les dispositions proposées créent une situation inverse.

Ces mesures auront pour effet d'assurer l'application sincère de la loi, d'encourager la vente des boissons fermentées et de restreindre la consommation de l'alcool; elles contribueront aussi à réduire la fraude par la crainte qu'auront les débitants de voir confisquer leur cautionnement et de se voir définitivement astreints au paiement de la taxe. Au bout de quelques années d'ailleurs, ceux des débitants qui réaliseront peu de bénéfices cesseront vraisemblablement tout débit et demanderont la restitution des sommes versées, constituant un petit capital qui leur permettra d'entreprendre un autre commerce.

Afin que les provinces et les communes ne paralysent pas l'effet de l'article 9, il est stipulé que les débitants soumis au régime de cet article ne pourront être frappés de taxes provinciales ou communales qui n'atteindraient pas en même temps les débitants de boissons spiritueuses.

L'article 10 désigne certaines catégories de personnes auxquelles il est interdit de débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée.

Ce sont, en premier lieu, celles qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs contributions directes de l'année écoulée, ou les taxes provinciales et communales sur les débits de boissons pour la même année; à leur égard, la déchéance est levée dès que sa cause disparaît. Il est certain que les débits de boissons tenus par des personnes qui ne parviennent pas à payer leurs impositions ou qui font preuve sous ce rapport d'une négligence obstinée, méritent peu de confiance; il est à souhaiter que les établissements de ce genre soient obligés de fermer.

La loi de 1889 contient une disposition analogue : elle prévoit la déchéance du droit à l'exemption en cas de non-paiement du droit de patente avant le 1^{er} janvier de l'année suivante, mais elle rend la déchéance *définitive*; l'expérience a révélé que cette disposition est trop rigoureuse; par contre, il est nécessaire d'étendre, comme il est dit ci-dessus, la disposition au cas de non-paiement d'autres impositions que le droit de patente, notamment les taxes provinciales et communales sur les débits de boissons.

Deux autres catégories d'individus que le projet prive du droit de tenir un débit en détail (article 10, § 1^{er}, 2^o et 3^o) sont ceux qui ont été condamnés en Belgique ou à l'étranger, soit pour un crime quelconque, soit pour un des faits prévus aux chapitres IV et suivants du titre VII du Code pénal (articles 368 à 391). La disposition se justifie d'elle-même dans le premier cas, et il suffit de citer l'intitulé du titre VII : « Des crimes et des délits contre l'ordre des » familles et contre la moralité publique » pour la justifier également dans le second cas.

Enfin, il est une quatrième catégorie d'individus auxquels le projet interdit de débiter en détail des boissons : ce sont ceux qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine. Cette interdic-

tion se justifie aussi d'elle-même; semblable disposition existe dans les législations hollandaise et grand-ducale.

L'article 4 de la loi de 1889 se bornait à exclure du droit de débiter en détail des boissons alcooliques les individus ayant subi une condamnation par application des articles 368 à 391 du Code pénal. La disposition nouvelle étend l'exclusion aux débitants de boissons fermentées condamnés par application des mêmes articles; mais, afin que cette disposition n'ait pas d'effet rétroactif à l'égard des uns ou des autres, le § 2 de l'article 10 stipule qu'il ne sera pas tenu compte des condamnations subies avant la mise en vigueur de la loi nouvelle, d'une part à l'égard des débitants de boissons quelconques établis antérieurement au 17 juillet 1889, d'autre part des condamnations prononcées contre des débitants de boissons fermentées actuellement établis.

Le § 3 de l'article 10 précise les cas où l'interposition de personnes visée par la loi est présumée.

Les articles 11 et 12 traitent de la taxe d'ouverture des nouveaux débits.

L'article 11 règle l'assiette de cette taxe.

Ainsi qu'il est dit plus haut, la taxe d'ouverture est égale au quintuple du droit de licence moyen exigible dans la commune; sans être prohibitive, cette charge grèvera très sérieusement toute nouvelle entreprise de débit de boissons.

Quant aux débits ambulants, le § 2 fixe uniformément la taxe d'ouverture à une somme de 500 francs; celle-ci s'applique naturellement à l'exploitant plutôt qu'à l'installation, l'identité de celle-ci étant, le plus souvent, fort difficile à vérifier, surtout lorsqu'il s'agit de loges foraines, échoppes, etc. Les installations de ce genre sont essentiellement sujettes à l'usure et à la destruction, et elles changent facilement de maître.

Ce qu'il faut donc envisager pour l'exigibilité de la taxe d'ouverture des débits ambulants, c'est la première installation de l'exploitant. Lorsqu'il aura payé la taxe à cette occasion, il pourra continuer indéfiniment son débit sans avoir à la subir de nouveau, à moins qu'il n'interrompe sa profession pendant une année entière.

Si l'installation passe en d'autres mains, le nouvel exploitant, même s'il agit en vertu d'une procuration de l'ancien exploitant, devra, à son tour, la taxe d'ouverture; le conjoint survivant et l'héritier en ligne directe eux-mêmes n'en sont pas exemptés. Ces règles peuvent paraître rigoureuses, mais elles sont nécessaires pour éviter de nombreuses contestations qui, généralement, ne sauraient être vidées dans le court laps de temps pendant lequel le débit ambulant séjourne dans la même localité, et qui seraient susceptibles d'entraîner des conséquences très préjudiciables aux intéressés.

Aux termes du § 3, aucune taxe n'est exigible pour la réouverture d'un débit, à moins que l'immeuble où il était installé et où il est rétabli n'ait été affecté à un autre usage du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente. Le même paragraphe stipule qu'en cas de destruction d'un immeuble servant de débit, aucune taxe d'ouverture n'est due pour l'immeuble sis dans la même commune où ce débit est provisoirement installé, ni pour l'immeuble, également situé dans la même commune où le même propriétaire, usufruitier ou

emphytéote a définitivement rétabli le débit dans le délai maximum d'un an. La première de ces dispositions vise notamment les établissements appartenant aux brasseurs et que ceux-ci se trouvent parfois dans l'obligation de laisser inoccupés pendant plusieurs mois à défaut de locataires ou de gérants convenables. Il serait excessif d'exiger la taxe pour la réouverture de ces débits, de même que pour les débits ouverts en remplacement d'autres démolis, incendiés ou expropriés. Mais pour éviter des abus, il convient de subordonner cette immunité à certaines conditions. Tel est l'objet du § 3.

L'article 12 s'occupe de la déclaration d'ouverture.

Il impose cette formalité à celui qui est tenu de la taxe, c'est-à-dire au propriétaire, à l'usufruitier ou à l'emphytéote des débits à demeure et à l'exploitant des débits ambulants.

La régularité et l'exactitude de la déclaration pouvant donner lieu à des contestations, le § 1^{er} veut que la déclaration soit faite quinze jours au moins avant la date où l'on se propose d'ouvrir le débit. Il arrivera que la taxe ne puisse pas être liquidée dès le dépôt de la déclaration : en tout cas, il est interdit d'ouvrir le débit avant le paiement de la taxe (§ 3).

Comme il a été dit ci-dessus, le produit de la taxe d'ouverture sera attribué au fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889, dans les mêmes conditions que le produit du droit de licence; le § 3 de l'article 12 est conçu dans ce sens.

L'article 13 impose aux nouveaux débits les conditions spéciales d'hygiène, etc., dont il a déjà été question dans les observations générales.

L'article 14 a pour but de prévenir une fraude découverte récemment : il a été constaté qu'un boutiquier, instigué par un distillateur, offrait une prime d'un litre de genièvre à toute personne ayant des tickets constatant l'achat de 10 demi-kilogrammes de margarine. Pour échapper au droit de licence, la prime a même été portée à 2 1/2 litres par 25 tickets.

Afin d'empêcher ces manœuvres qui sont de nature à propager l'ivrognerie jusqu'au sein des familles, l'article 14 interdit aux commerçants en général de vendre, de donner ou d'offrir à leurs clients des primes consistant en boissons spiritueuses, par quelque quantité que ce soit.

L'article 15 rend applicables aux réclamations en matière de droit de licence et de taxe d'ouverture les dispositions relatives aux réclamations en matière d'impôts directs. La loi de 1889 confie déjà au directeur provincial des contributions directes, le soin de statuer sur les réclamations contre la perception de droits de licence trop élevés, mais en l'espèce, les décisions du dit fonctionnaire sont définitives. Afin de mieux sauvegarder encore l'intérêt des redevables, l'article 15 du projet permet les recours en appel et en cassation contre les décisions dont il s'agit.

L'article 16 reproduit les dispositions de l'article 13 de la loi de 1889 relatives à la constatation des contraventions, au droit de transiger, etc. Il ajoute

à la nomenclature des fonctionnaires qualifiés à l'effet de dresser procès-verbal les délégués des pouvoirs publics pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires. Il qualifie, en outre, ces divers agents pour constater les infractions à l'article 13 de la loi du 16 août 1887, interdisant la vente ou le colportage de boissons spiritueuses en dehors des débits. Ces infractions sont souvent connexes aux contraventions en matière de droit de licence.

Les sanctions pénales font l'objet de l'article 17 du projet de loi.

Le n° 1 du § 1^{er} de cet article fixe l'amende au triple du droit de licence dans les cas suivants :

Défaut de déclaration pour le droit de licence et de paiement de ce droit lors de l'ouverture ou de la reprise d'un débit, omission de la déclaration et du paiement annuels, défaut de paiement du supplément de droit éventuellement exigible (art. 1, 4, 5, 7, § 3, et 9, § 3);

Défaut de déclaration de déplacement, lorsque le débit est transféré dans une commune de rang supérieur (art. 6, § 3);

Débit ou détention de liqueurs spiritueuses par un débitant ayant souscrit un engagement en vue de suspendre la débetion du droit de licence (art. 9, 1^o et 2^o du § 1^{er}).

Le défaut de déclaration pour la taxe d'ouverture et de paiement de cette taxe est puni par le n° 2 du § 1^{er} d'une amende égale au double de la taxe ou du supplément.

Tout acte opposé à l'action des agents de la surveillance, notamment le refus de visite — qu'il s'agisse de la visite de droit commun ou de la visite spéciale des débits dont les exploitants ont souscrit un engagement en vue de suspendre la débetion du droit de licence — appelle une répression; le n° 3 du § 1^{er} punit d'une amende tout acte de ce genre, qu'il soit posé par le débitant ou par son préposé. Le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 25 à 100 francs. Cette peine pourra être appliquée aux consommateurs qui, à l'arrivée des agents, feraient disparaître les objets dont la présence révélerait la contravention, ou qui coopéreraient de toute autre manière à la dissimuler; de pareilles tentatives sont assez fréquemment constatées dans les poursuites faites en vertu de la loi de 1889; or, si le consommateur présumé inconscient de la fraude commise par le débitant doit être épargné, quiconque s'associe à cette fraude en cherchant à protéger l'auteur contre la sanction, est évidemment punissable.

Une amende de 300 à 1,000 francs est prononcée par le susdit n° 3 à charge de celui qui tient un débit de boissons au mépris de l'interdiction prévue par les n°s 2, 3 et 4 du § 1^{er} de l'article 10. La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de cette mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire.

Une amende de 300 à 1,000 francs est également encourue pour toute infraction à l'article 13 relatif aux conditions d'hygiène, etc. que doivent réunir les nouveaux débits.

Le n° 4 du § 1^{er} commine une amende de 25 à 100 francs pour :

a) Le défaut de déclarer le déplacement du débit dans les cas où aucun

droit nouveau n'est exigible (art. 6, § 1^{er}). Il va sans dire que la sanction pourra être notablement atténuée en pratique, chaque fois que l'omission aura été commise par ignorance ou par oubli;

b) Le défaut d'apposer l'écriteau prescrit par le n° 4 du § 1^{er} de l'article 9;

c) L'exploitation d'un débit de boissons par un contribuable en retard de payer ses impositions (art. 10, § 1^{er}, n° 1);

d) Toute infraction à l'interdiction pour les commerçants de vendre, de donner ou d'offrir à leurs clients des primes consistant en boissons spiritueuses (art. 14);

e) Toute infraction pour laquelle aucune pénalité spéciale n'est prévue.

Le § 2 édicte un emprisonnement subsidiaire variant de huit jours à trois mois à défaut de paiement des pénalités encourues pour les infractions prévues aux n° 1 à 4 du § 1^{er} de l'article 17

En cas de débit de boissons par un contribuable en retard de payer ses impositions (art. 10, § 1^{er}, n° 1), en cas de défaut de paiement de la taxe d'ouverture (art. 12), de même qu'en cas d'infraction à l'article 13 relatif aux conditions d'hygiène, etc., la fermeture du débit peut être prononcée jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes et jusqu'au moment où les conditions prescrites par ledit article 13 sont réalisées. Le § 3 de l'article 17 est conçu dans ce sens.

Enfin, le § 4 stipule que les boissons spiritueuses détenues dans l'établissement et ses dépendances en contravention à la loi peuvent être saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété du contrevenant. Il s'agit là d'une dérogation au principe de l'article 42 du Code pénal; la disposition générale de l'article 100 du même Code prévoit des dérogations de ce genre dans les lois spéciales et celle dont il s'agit semble se justifier à un double point de vue : d'une part, la recevabilité de la preuve de la propriété dans le chef d'autrui occasionnerait de grandes difficultés pratiques et ouvrirait la porte aux collusions; d'autre part, si l'on veut augmenter la difficulté d'ouvrir de nouveaux débits d'alcool, il convient que les fournisseurs qui seraient tentés de faire crédit aux débitants en leur livrant des boissons, à titre de dépôt par exemple, soient avertis par la loi du danger dont leurs droits seraient menacés.

Le § 4 de l'article 17 autorise en outre le Ministre des Finances à déterminer la manière dont il est disposé des choses confisquées. Généralement, elles seront mises sous scellés en attendant que l'affaire soit terminée par transaction ou par jugement.

Le § 5 exclut l'application de la condamnation conditionnelle en matière de droit de licence et de taxe d'ouverture. Semblable disposition se trouve insérée notamment dans la loi du 13 avril 1896 sur la fabrication et l'importation des alcools.

L'article 18 atténue transitoirement l'application du nouveau régime en exemptant du droit de licence les débitants de boissons spiritueuses qui n'étaient pas, jusqu'ici, soumis à ce droit, ainsi que les débitants de boissons fermentées ayant souscrit une déclaration de patente avant le 1^{er} mars 1908 et qui prendront dans le délai de trois mois de la mise en vigueur de la loi

les engagements prévus par l'article 9 en vue de suspendre la déduction du droit de licence; en cas d'inexécution des engagements souscrits, le bénéfice de l'article 9 leur sera définitivement retiré.

L'article 19 prononce l'abrogation des dispositions de la loi du 19 août 1889 qui ne se concilient pas avec celles du projet.

Enfin l'article 20 prévoit la mise en vigueur des dispositions nouvelles trois mois après la publication de la loi.

Il stipule en outre que les débiteurs de boissons spiritueuses ayant payé pour 1908 un droit de licence supérieur à celui dont ils seront passibles en vertu de l'article 1^{er} de la loi nouvelle, obtiendront d'office la restitution de la somme acquittée en trop, à concurrence d'un maximum de 25 %.

* * *

Les divergences d'idées sont trop grandes quant à la législation sur les débits de boissons, et les solutions préconisées tour à tour depuis plusieurs années sont trop nombreuses pour que le Gouvernement ait pu songer à produire des propositions qui ne fussent pas transactionnelles.

Tel est bien dans leur ensemble le caractère des dispositions du projet; elles assureront l'application sincère et loyale des mesures restrictives et réaliseront sur la situation actuelle un notable progrès au point de vue de la lutte contre le fléau de l'alcoolisme.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous présents et à venir, Salut.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives :

Het volgend wetsontwerp zal, uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging worden voorgelegd :

I. — *Droit de licence sur les débits de boissons.*I. — *Vergunningsrecht op de dranksluiterijen.*

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EEN.

§ 1^{er}. Tout débitant en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est soumis annuellement au droit de licence. Ce droit est dû pour chaque débit; le taux en est fixé d'après le tarif ci-après :

§ 1. Ieder sluiter van sterke of gegiste dranken in het klein is jaarlijks aan het vergunningsrecht onderworpen. Dit recht is verschuldigd voor elke sluiterij; het bedrag ervan is bepaald als volgt :

Dans les communes dont la population est de	Débitants dont la cotisation au droit de patente pour l'année antérieure a été établie d'après		
	la 1 ^{re} , 2 ^e ou 3 ^e classe du tarif B (modifié) annexé à la loi du 21 mai 1819.	une des classes 4 ^e à 5 ^e du tarif B visé ci-contre.	la 4 ^e classe ou d'après une classe supérieure du tarif B visé ci-contre.
moins de 5,000 habitants	45	60	75
5,000 à moins de 15,000 habitants .	60	80	100
15,000 à moins de 30,000 habitants .	75	100	125
30,000 à moins de 60,000 habitants .	112.50	150	187.50
60,000 habitants et plus	180	200	250

In de gemeenten wier bevolking tell	Sluiterij wien aanslag in het patentrecht voor het vorige jaar vastgesteld is geworden volgens		
	de 1 ^{ste} , 2 ^e of 3 ^e klasse van het gewijzigd tarief B toegevoegd aan de wet van 21 Mei 1819.	een der klassen 4 ^e tot 5 ^e van het hierover bedoeld tarief B	de 4 ^e klasse of volgens een hogere klasse van het hierover bedoeld tarief B.
minder dan 5,000 inwoners	45	60	75
5,000 tot beneden 15,000 inwoners .	60	80	100
15,000 tot beneden 30,000 inwoners .	75	100	125
30,000 tot beneden 60,000 inwoners .	112.50	150	187.50
60,000 inwoners en meer	180	200	250

§ 2. Les nouveaux débiteurs acquittent, au moment de la déclaration, le droit minimum indiqué ci-dessus sous la réserve de l'exigibilité d'un supplément dans le cas où leur cotisation au droit de patente pour l'année courante serait supérieure au droit correspondant à la 12^e classe du tarif B susmentionné.

§ 3. En ce qui concerne les débiteurs de boissons qui exercent d'autres professions, un droit de patente distinct est, dans tous les cas, fixé pour leur débit de boissons.

§ 4. La classification des communes est déterminée d'après la population de droit constatée par le dernier recensement général connu au 15 décembre précédant l'année de l'exigibilité du droit de licence.

ART. 2.

§ 1^{er}. On entend par débiteur en détail celui qui, directement ou par son préposé, dans quelque lieu que ce soit, vend des boissons fermentées à consommer sur place ou des boissons spiritueuses par quantités de deux litres ou moins.

§ 2. Est assimilé au fait de vendre, le fait de livrer gratuitement ou de laisser consommer des boissons, dans un lieu accessible au public en général ou seulement à des sociétaires ou à des clients en pension.

§ 3. N'est pas considéré comme débiteur en détail, le pharmacien qui livre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 3.

§ 1^{er}. On entend par boissons spiritueuses, toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres

§ 2. De nieuwe slijters betalen, ten stonde der verklaring, het hierboven aangeduid minimumrecht onder voorbehoud van verschuldigheid van een aanvullend recht, indien hun aanslag in het patentrecht voor het loopend jaar meer zou bedragen dan het recht dat overeenstemt met de 12^e klasse van voormeld tarief B.

§ 3. Voor de drankslijters die andere beroepen uitoefenen, wordt, in al de gevallen, een afzonderlijk patentrecht voor hunne drankslijterij bepaald.

§ 4. De inderling der gemeenten wordt aangeduid door de bevolking van rechtswege vastgesteld volgens de jongste algemeene volkstelling gekend op den 15 December die voorafgaat aan het jaar der eischbaarheid van het vergunningsrecht.

ART. 2.

§ 1. Onder slijter in het klein wordt verstaan hij die, rechtstreeks of door zijnen aangestelde, in welke plaats ook, gegiste dranken verkoopt voor verbruik ter plaatse, of sterke dranken bij hoeveelheden van twee liter of minder.

§ 2. Met het verkoopen wordt gelijkgesteld, het feit van dranken kosteloos te verstrekken of te laten verbruiken, in eene voor het publiek in het algemeen toegankelijke plaats, of tot dewelke slechts leden van genootschappen of kostgangers toegang hebben.

§ 3. Wordt niet als slijter in het klein aanzien, de apotheker die, op voorschrift van eenen dokter, sterke dranken verschaft.

ART. 3.

§ 1. Onder sterke dranken wordt verstaan, al de dranken gemaakt met bij stoking verkregen alcohol of zij die, in welke hoeveelheid ook, alcohol bevatten, zooals brandewijnen, elixirs, likeuren, bitters, de zoogenaamde « apéritifs » en ander soortgelijke producten.

§ 2. De door alcoholische gisting ontstane producten uit natuurlijk sap van vruchten :

et poirés, ainsi que l'hydromel ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool ou que la richesse alcoolique naturelle ne dépasse pas 12 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 4.

§ 1^{er}. Le droit de licence est fixé uniformément à 200 francs pour chaque débit ambulant, sans distinguer si dans le courant d'une même année, il est transporté ou non sur le territoire de plusieurs communes.

§ 2. On entend par débits ambulants les débits établis notamment dans des barques ou bateaux, dans des voitures de chemin de fer ou de tramway, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations du même genre.

ART. 5.

§ 1^{er}. Quiconque s'établit comme débitant en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, soit qu'il ouvre un nouveau débit, soit qu'il reprenne un débit existant, est tenu d'en faire préalablement la déclaration au bureau des contributions directes du ressort, dans la forme déterminée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration est appuyée des certificats nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 10.

§ 2. Le droit de licence est payable au moment de la déclaration précitée et ensuite annuellement avant le 1^{er} janvier.

Il est dû en entier ou réduit à la moitié selon que l'ouverture ou la reprise du débit a lieu dans le courant du premier semestre ou postérieurement au 30 juin.

Le supplément de droit dont il s'agit au § 2 de l'article 1^{er} est payable dans les dix jours de la notification de la décision fixant la cotisation au droit de patente. La réclama-

wijnen, eider en pereneider, als ook de mede (hydromel) worden niet als sterke dranken beschouwd, voor zoover geen alcohol eraan werd toegevoegd, of de natuurlijke alcoholische sterkte niet meer bedraagt dan 12 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

ART. 4.

§ 1. Het vergunningsrecht is eenvormiglijk bepaald op 200 frank voor elke rondreizende slijterij, zonder te onderscheiden of, binnen den loop van een zelfde jaar, zij ja dan neen op het grondgebied van verschillende gemeenten werd overgebracht.

§ 2. Onder rondreizende slijterijen wordt verstaan, de slijterijen opgericht namelijk in vaartuigen of booten, in spoor- of tramwegwagens, in kramen, loodsen, tenten of ander soortgelijke inrichtingen.

ART. 5.

§ 1. Alwie zich als slijter van sterke of gegiste dranken in het klein nederzet, hetzij hij een nieuwe slijterij opent, ofwel eene bestaande slijterij overneemt, is gehouden hiervan, voorafgaandelijk, verklaring te doen ten kantore der rechtstreeksche belastingen van het gebied, in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

Die verklaring dient gestaafd te wezen door de getuigschriften die tot het verzekeren der uitvoering van artikel 10 noodig zijn.

§ 2. Het vergunningsrecht is betaalbaar ten stonde dat de voormelde verklaring wordt gedaan en vervolgens jaarlijks vóór 1^o Januari.

Gemeld recht is ten volle verschuldigd of wordt tot op de helft verminderd, naar gelang de opening of de overneming der slijterij plaats heeft in den loop van het eerste halfjaar ofwel na 30 Juni.

Het aanvullend recht bedoeld bij § 2 van artikel 1 is betaalbaar binnen de tien dagen na kennisgeving van de beslissing waarbij de aanslag in het patentrecht wordt bepaald.

tion contre cette dernière cotisation ne suspend pas le paiement du supplément.

§ 3. Pour les débits ambulants, la déclaration et le paiement ont lieu au bureau des contributions directes dans le ressort duquel le débit est ouvert pour la première fois chaque année et préalablement à cette ouverture.

Si plusieurs débits ambulants sont tenus par une même personne ou par une société, la déclaration et le paiement peuvent être faits, pour ces débits, respectivement au bureau du domicile ou du principal établissement administratif de la société.

ART. 6.

§ 1^{er}. Le redevable est tenu, s'il déplace son débit, d'en faire préalablement la déclaration au bureau des contributions directes du ressort du nouvel établissement.

§ 2. Si le débit transféré reste établi dans la même commune ou s'il est transféré dans une commune de même rang ou de rang inférieur, aucun droit nouveau n'est exigible.

§ 3. Si le débit est transféré dans une commune de rang supérieur, un supplément de droit est dû jusqu'à concurrence du taux afférent à la commune du nouvel établissement.

Ce supplément est exigible en entier ou par moitié selon que le déplacement a lieu pendant le premier ou pendant le second semestre. Il est payable lors de la déclaration prescrite par le § 1^{er} du présent article, sans préjudice du supplément éventuellement dû en vertu du § 2 de l'article 1^{er} et du § 2 de l'article 5.

ART. 7.

§ 1^{er}. Dégrevement de la moitié du droit de licence est accordé pour le débit fermé dans le courant du premier semestre, à la condition que le redevable ou ses héri-

Aanteekening van verzet tegen dien aanslag heeft niet voor gevolg de schorsing der betaling van het bijrecht.

§ 3. Voor de rondreizende slijterijen dienen verklaring en betaling te worden gedaan ten kantore der rechtstreekse belastingen van het gebied waarin de slijterij jaarlijks het eerst geopend wordt, en moeten vóór deze opening plaats hebben.

Worden verscheiden rondreizende slijterijen door een zelfden persoon of door eene vennootschap gehouden, dan mag, voor die slijterijen, de verklaring en de betaling gedaan worden, wederzijds ten kantore van de woonplaats of van de voornaamste bestuurlijke inrichting der vennootschap.

ART. 6.

§ 1. Indien de belastingschuldige zijne slijterij verplaatst is hij gehouden, op voorhand, hiervan verklaring te doen ten kantore van het gebied der nieuwe inrichting.

§ 2. Geen nieuw recht is eischbaar, indien de overgebrachte slijterij in dezelfde gemeente gevestigd blijft of naar eene gemeente van gelijken of van minderen rang wordt overgebracht.

§ 3. Wordt de slijterij naar eene gemeente van hooger rang overgebracht, dan is een aanvullend recht verschuldigd tot beloop van de taxe die op de gemeente der nieuwe inrichting wordt toegepast.

Volgens dat de verplaatsing gedurende het eerste of gedurende het tweede halfjaar gebeurt, is dit aanvullend recht ten volle of ten halve eischbaar. Het is betaalbaar ten stonde der verklaring voorgeschreven bij § 1 van dit artikel, onverminderd het aanvullend recht dat, in voorkomend geval, verschuldigd is krachtens § 2 van artikel 1 en § 2 van artikel 5.

ART. 7.

§ 1. Voor de in den loop van het eerste halfjaar gesloten slijterij wordt ontlasting der helft van het vergunningsrecht verleend, op voorwaarde dat de belastingschuldige of zijne

tiers en fassent la demande avant le 15 juillet au Directeur provincial des contributions directes et souscrivent l'engagement de ne plus débiter de boissons spiritueuses ou fermentées, pendant le restant de l'année.

§ 2. Le décès du redevable, la cession du débit à quelque titre que ce soit ou sa fermeture pour quelque cause que ce soit, dans le courant du second semestre, ne donnent lieu à aucun dégrèvement.

§ 3. L'héritier, le cessionnaire ou autre ayant cause, qui continue l'exploitation du débit, est tenu des obligations incombant à tout nouveau débitant, sous réserve de l'application, le cas échéant, des dispositions de l'article 6.

Toutefois le conjoint survivant ou le descendant n'est point soumis à un nouveau droit de licence pour l'année courante.

§ 4. En cas de décès, il est accordé, pour la déclaration et pour le paiement du droit éventuellement exigible, un délai d'un mois pendant lequel le débit peut être continué provisoirement.

Si le débit est fermé à l'expiration de ce délai, la déclaration n'est pas exigée et aucun droit nouveau n'est dû. Au cas contraire, le nouveau débit est censé avoir été établi le lendemain du décès.

ART. 8.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant est tenu de laisser pénétrer sans assistance, les agents désignés à l'article 16, dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances, où les clients et les consommateurs ont accès, de représenter à ces agents la quittance du droit de licence et, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

erfgenamen daartoe, vóór den 15 Juli, verzoek doen aan den provincialen Directeur der rechtstreeksche belastingen en zij de schriftelijke verbintenis aangaan om, gedurende het nog te loopen gedeelte van het jaar, geene sterke of gegiste dranken meer te verstrekken.

§ 2. Noch het overlijden van den belastingplichtige, noch het overlaten der slijterij om welke reden ook, of dezer sluiting om het even voor welke oorzaak, in den loop van het tweede halfjaar, geven geene aanleiding tot eenige ontlasting.

§ 3. De erfgenaam, de overnemer of andere rechtverkrijgende die met het houden der slijterij voortgaat, is onderworpen aan de verplichtingen waartoe ieder nieuwe slijter verbonden is, onder voorbehoud van toepassing, in voorkomend geval, der bepalingen van artikel 6.

Nochtans, voor het loopend jaar, is de overlevende echtgenoot of de afstammeling aan geen nieuw vergunningsrecht onderworpen.

§ 4. Bij overlijden wordt, voor de verklaring en voor de betaling van het desvoorkomend eischbaar recht, uitstel verleend van ééne maand gedurende welke het houden der slijterij voorloopig mag worden voortgezet.

Wordt bij het verstrijken van dit uitstel de slijterij gesloten, dan wordt de verklaring niet geveerd en is geen nieuw recht verschuldigd. In tegenovergesteld geval wordt geacht, dat de nieuwe slijterij ingericht is geworden daags na het overlijden.

ART. 8.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij toegankelijk is voor de klanten of verbruikers, is de slijter gehouden de in artikel 16 vermelde agenten, zonder dat ze bijgestaan zijn, te laten binnengaan in al de gedeelten van zijne inrichting, de aanhoorigheden bijbegrepen, waar de klanten of verbruikers toegang hebben, en aan die agenten het kwijtschrift van het vergunningsrecht te vertoonen en, desvoorkomend, proefjes te laten nemen van de bij hem bevonden dranken.

ART. 9.

§ 1^{er}. Il est loisible aux débiteurs de souscrire annuellement, avant le 1^{er} janvier, au bureau des contributions directes du ressort et dans la forme déterminée par le Ministre des Finances, une déclaration renfermant les engagements ci-après :

1° Ne vendre, ne livrer à quelque titre que ce soit ou ne laisser boire, dans les locaux du débit et dans ses dépendances, aucunes boissons spiritueuses;

2° Ne détenir dans les locaux où sont admis les consommateurs aucune quantité de boissons spiritueuses et n'en détenir dans les autres parties de l'établissement et ses dépendances qu'une quantité ne dépassant pas un demi-litre couverte par une prescription médicale, dont la date ne remonte pas à plus de trois mois;

3° Sans préjudice du droit de visite stipulé à l'article 8, se soumettre, sur la réquisition de deux agents ayant qualité en vertu de l'article 16, à la visite immédiate des locaux non accessibles aux consommateurs, pendant les heures de fréquentation du débit et, en tous cas, de 6 heures du matin jusqu'à l'heure réglementaire de la fermeture des cabarets;

4° Apposer d'une manière apparente, au-dessus de chaque entrée du débit, un écriteau portant lisiblement les mots : « La consommation de boissons spiritueuses est interdite. »

§ 2. Cette déclaration a pour effet de suspendre la débetion du droit de licence après la troisième année, sous la réserve stipulée au § 3. Les sommes versées servent de garantie à l'exécution des engagements souscrits et sont restituées à la demande des débiteurs ou de leurs ayants droit un an après la cessation de tout débit exploité personnellement ou par personne interposée; elles restent définitivement acquises au fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889 en cas d'inexécution des engagements susvisés, et le bénéfice de la disposition est défini-

ART. 9.

§ 1. Het staat den slijter vrij jaarlijks, vóór 1 Januari, ten kantore der rechtstreekse belastingen van het gebied en in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm, eene verklaring te onder teekenen, waarin de volgende verbintenissen voorkomen :

1° In de lokalen der slijterij en in dezer aanhoorigheden, geene sterke dranken te verkoopen, noch te verstrekken om welke reden ook, noch die te laten drinken;

2° In de lokalen waar de verbruikers toegang hebben geen de minste hoeveelheid sterke dranken in voorraad te hebben en, in de andere gedeelten van de inrichting en dezer aanhoorigheden, slechts eene hoeveelheid voorhanden te hebben die geen halven liter te boven gaat en gerechtvaardigd is door een geneeskundig voorschrift, dat van niet meer dan drie maanden dagteekent;

3° Onverminderd het recht van onderzoek bepaald bij artikel 8, op aanvraag van twee daartoe krachtens artikel 16 bevoegde agenten, zich te onderwerpen aan het onmiddellijk onderzoek van de lokalen die niet voor de verbruikers toegankelijk zijn, en zulks gedurende de uren dat de slijterij bezocht wordt, en, in allen gevalle, van 6 uren 's morgens tot op het reglementair uur van sluiting der herbergen;

4° Op eene in het oog vallende plaats, boven iederen toegang tot de slijterij, een opschrift te plaatsen houdende in leesbare woorden : « Het verbruik van sterke dranken is verboden. »

§ 2. Gemelde verklaring heeft voor gevolg het schorsen, na het derde jaar, van de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht, mits het bij § 3 bepaalde voorbehoud. De gestorte sommen dienen tot waarborg voor de uitvoering der aangeane verbintenissen en, op verzoek der slijters of hunne rechthebbenden, worden zij terugbetaald één jaar na de uitscheiding van alle in persoon of bij tussenpersoon gehouden slijterij; zij komen voorgoed ten deel aan het bijzonder fonds, dat bij de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld, ingeval

tivement retiré à ceux qui y ont contre-venu.

§ 3. Si, après la troisième année, un débit est élevé de rang ou de catégorie, l'exploitant n'a à payer à titre de droit de licence et ce pendant une période de trois ans, que la différence entre les deux taux.

§ 4. Les débits soumis au régime du présent article ne peuvent être frappés de taxes communales ou provinciales qui n'atteignent pas en même temps les débits de boissons spiritueuses.

§ 5. Pour effectuer la visite spéciale prévue au n° 3 du § 1^{er}, les agents doivent être porteurs d'une autorisation délivrée soit par le juge de paix, soit par un fonctionnaire de l'administration des contributions directes, douanes et accises ayant au moins le grade de contrôleur, soit par un officier de gendarmerie.

ART. 10.

§ 1^{er}. Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement soit par personne interposée :

1° Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou les taxes communales et provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date du paiement de ces impositions;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal;

4° Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

§ 2. Les dispositions des n° 2 et 4 du § 1^{er} du présent article ne sont pas appli-

van niet uitvoering van hooger bedoelde verbintenissen, en aan de slijters die deze niet hebben nageleefd, wordt het voordeel der bepaling voorgoed onttrokken.

§ 3. Wordt, na het derde jaar, eene slijterij van rang of van klasse verhoogd, zoo heeft de houder, wegens vergunningsrecht, slechts het verschil tusschen de twee bedragen te betalen, en zulks gedurende een tijdperk van drie jaren.

§ 4. De slijterijen die volgens dit artikel worden behandeld, mogen niet belast worden met gemeentelijke of provinciale taxes die niet terzelfder tijd de slijterijen van sterke dranken treffen.

§ 5. Tot het doen van het bijzonder onderzoek voorzien onder n° 3 van § 1, moeten de agenten houder zijn eener machtiging afgegeven door den vrederechter, of door eenen ambtenaar van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen hebbende ten minste den graad van controleur, ofwel door eenen officier der gendarmerie.

ART. 10.

§ 1. Mogen, noch in persoon, noch bij tusschen persoon, sterke of gegiste dranken in het klein verstrekken :

1° Zij die niet ten volle hebben gekweten hunne imposten voorkomende op de kohieren der rechtstreeksche belastingen voor het jongst verlopen jaar, ofwel de gemeentelijke en provinciale taxes op de drankslijterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verlies van recht houdt op met den datum waarop deze belastingen worden betaald;

2° Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld;

3° Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikels 368 tot 391 van het strafwetboek;

4° Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

§ 2. De bepalingen van n° 2 en 4 van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing

cables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues ou des établissements qu'ils auraient tenus antérieurement.

Les dispositions du n° 3 ne sont pas applicables :

a) Aux débitants de boissons spiritueuses établis avant le 17 juillet 1889, à raison des condamnations subies antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi;

b) Aux débitants de boissons fermentées établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations antérieures.

§ 3. L'habitation du débit par le conjoint ou l'ascendant du titulaire, auxquels s'applique le présent article, fait présumer l'interposition de personne.

II. — *Taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées.*

ART. 11.

§ 1^{er}. Il est dû par le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote de l'immeuble où s'ouvre, à partir du 1^{er} mars 1908, un nouveau débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, une taxe de :

300 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les communes de 5,000 à moins de 15,000 habitants;

500 francs dans les communes de 15,000 à moins de 30,000 habitants;

750 francs dans les communes de 30,000 à moins de 60,000 habitants;

1,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

La classification des communes est déterminée comme en matière de droit de licence.

op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, uit hoofde van de veroordeelingen die zij vroeger zouden hebben beloopten of van de inrichtingen die zij vroeger zouden hebben gehouden.

De bepalingen van n° 3 zijn niet van toepassing :

a) Op de slijters van sterke dranken wier nederzetting dagteekent van vroeger dan den 17^e Juli 1889, wegens de veroordeelingen welke zij vóór het in werking treden dezer wet hebben volbracht;

b) Op de slijters van gegiste dranken wier nederzetting dagteekent van vóór het in werking treden dezer wet, wegens vroegere veroordeelingen.

§ 3. Het bewonen der slijterij door den echtgenoot of de echtgenote of door den ascendent van den houder, waarop dit artikel van toepassing is, heeft tot gevolg het veronderstellen eener tusschenkomst van persoon.

II. — *Openingstaxe op de nieuwe slijterijen van sterke of gegiste dranken.*

ART. 11.

§ 1. Door den eigenaar, den vruchtgebruiker, of den erfpachter van het onroerend goed waarin, te rekenen van 1 Maart 1908, eene nieuwe slijterij van sterke of gegiste dranken in het klein wordt geopend, is verschuldigd eene taxe van :

300 frank in de gemeenten tellende minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de gemeenten tellende 5,000 tot beneden 15,000 inwoners;

500 frank in de gemeenten tellende 15,000 tot beneden 30,000 inwoners;

750 frank in de gemeenten tellende 30,000 tot beneden 60,000 inwoners;

1,000 frank in de gemeenten tellende 60,000 inwoners en meer.

De indeeling der gemeenten wordt bepaald zooals in zake vergunningsrecht.

§ 2. Une taxe uniforme de 500 francs est due par l'exploitant de tout débit ambulancier établi à partir du 1^{er} mars 1908. Chaque nouvel exploitant est redevable de cette taxe, même s'il agit en vertu d'une procuration de l'ancien exploitant.

§ 3. Aucune taxe n'est exigible pour la réouverture d'un débit, à moins que l'immeuble où il était installé et où il est rétabli n'ait été affecté à un autre usage du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

De même, en cas de destruction d'un immeuble servant de débit, aucune taxe d'ouverture n'est due pour l'immeuble sis dans la même commune, où ce débit est provisoirement installé, ni pour l'immeuble, également situé dans la même commune, où le même propriétaire, usufruitier ou emphytéote a définitivement rétabli le débit dans le délai maximum d'un an.

ART. 12.

§ 1^{er}. Le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote est tenu de faire, au bureau des contributions directes du ressort, quinze jours au moins avant l'ouverture ou la réouverture d'un débit, une déclaration dans la forme déterminée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique les locaux affectés au débit et est appuyée des plans et certificats nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 13.

§ 2. La déclaration pour les débits ambulants est faite par l'exploitant simultanément avec celles prévues par l'article 8 ou l'article 9.

§ 3. La taxe est payée en une fois et d'avance, lors de la déclaration d'ouverture ou au plus tard dans la quinzaine.

Le produit en est attribué au fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889, dans les mêmes conditions que le produit du droit de licence.

§ 2. Eene eenvormige taxe van 500 frank is verschuldigd door den houder van elke rondreizende slijterij gevestigd te beginnen van 1 Maart 1908. Elke nieuwe houder van slijterij moet die taxe betalen, zelfs wanneer hij handelt krachtens eene lastgeving van den vroegeren houder.

§ 3. Voor het heropenen eener slijterij wordt geene taxe gevorderd, tenzij het onroerend goed waarin zij gehouden werd en waarin zij opnieuw wordt gehouden tot eene andere bestemming heeft gediend, en wel van 1 Januari tot 31 December van het vorige jaar.

Zoo ook, bij vernieling van een onroerend goed dat tot slijterij wordt gebezigd, is geene openingstaxe verschuldigd voor het in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin die slijterij voorloopig wordt gehouden, en ook niet voor het insgelijks in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin dezelfde eigenaar, vruchtgebruiker of erfpachter, binnen hoogstens een tijdvak van één jaar, de slijterij voorgoed heeft heringericht.

ART. 12.

§ 1. Ten minste vijftien dagen vóór het openen of het heropenen eener slijterij, moet de eigenaar, de vruchtgebruiker of de erfpachter, ten kantore der rechtstreeksche belastingen van het gebied, eene verklaring doen in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

Deze verklaring dient aan de duiden de tot slijterij bestemde lokalen en behoort gestaafd te wezen met de plannen en getuigschriften die noodig zijn om de uitvoering van artikel 13 te verzekeren.

§ 2. De verklaring voor rondreizende slijterijen wordt door den slijter gedaan te gelijktijd als die welke voorzien zijn bij artikel 8 of artikel 9.

§ 3. De taxe wordt in eenmaal en vooraf gekweten ten stonde der verklaring van opening ofwel ten laatste binnen de vijftien dagen.

De opbrengst derzelve wordt aan het bijzonder fonds toegekend, dat bij de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld, en zulks onder dezelfde voorwaarden als de opbrengst van het vergunningsrecht.

III. — *Conditions d'hygiène, etc.*

ART. 13.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ou continué, à partir de la même date, par un nouvel exploitant, doit réunir dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont fixées par arrêté royal.

IV. — *Disposition spéciale.*

ART. 14.

Il est interdit aux débitants et aux commerçants en général, de vendre, de donner ou d'offrir à leurs clients des primes consistant en boissons spiritueuses, par quelque quantité que ce soit.

V. — *Réclamations, contraventions et poursuites.*

ART. 15.

Toute réclamation en matière de droit de licence ou de taxe d'ouverture autre que celle prévue par le § 1^{er} de l'article 7, est, à peine de déchéance, adressée dans les trois mois du paiement au Directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

III. — *Gezondheidsvoorwaarden, enz.*

ART. 13.

Elke slijterij in het klein van sterke of gegiste dranken die, te rekenen van het in werking treden dezer wet, geopend wordt of waarvan het houden, te rekenen van denzelfden datum, door een nieuwen slijter wordt voortgezet, dient, in het belang der openbare gezond- en zedelijkheid, bijzondere voorwaarden te vereenigen, inzonderheid wat betreft de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtversching, de verlichting, de innerlijke verdeling en de hofplaats.

Die voorwaarden worden bij Koninklijk besluit bepaald.

IV. — *Bijzondere bepaling.*

ART. 14.

Aan de slijters en aan de handelaars in het algemeen is het verboden aan hunne klanten te verkoopen, te geven, of aan te bieden, premiën die bestaan in sterke dranken, van welke hoeveelheid ook.

V. — *Indiening van bezwaren, overtredingen en vervolgingen.*

ART. 15.

Elke reclamatie in zake vergunningsrecht of openingstaxe, andere dan die voorzien bij § 1 van artikel 7, moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend aan den provincialen Directeur der rechtstreeksche belastingen, die bij middel van een met redenen omkleed besluit uitspraak doet.

Tegen dit besluit mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld volgens de wijzen en binnen de termijnen als bepaald bij artikels 6 en volgende der wet van 6 September 1895, betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 16.

§ 1^{er}. Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843, concernant la rédaction, l'affirmation et l'enregistrement des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, le droit de transiger et la répartition des amendes.

§ 2. Par modification aux articles 194 et 235 de la loi générale précitée, tous les fonctionnaires et employés publics y désignés, les bourgmestres, échevins, commissaires et commissaires adjoints de police, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

Ces divers agents sont également qualifiés pour constater les infractions à l'article 13 de la loi du 16 août 1887, interdisant la vente ou le colportage de boissons spiritueuses en dehors des débits.

VI. — Pénalités.

ART. 17.

§ 1^{er} Sont punis :

1° D'une amende égale au triple du droit de licence, indépendamment du paiement de ce droit, toute infraction aux articles 1, 4, 5, 6 § 5, 7 § 5, 9 § 1^{er} n° 1 et 2 et § 3.

2° D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de cette taxe, toute infraction aux articles 11 et 12.

3° D'une amende de 500 à 1,000 francs :

a) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par les articles 8 et 9 § 1^{er} n° 5 et généralement tout acte du débitant ou de son préposé tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le

ART. 16.

§ 1. Worden van toepassing gemaakt op de bij deze wet voorziene overtredingen, de bepalingen der algemeene wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 6 April 1843, betreffende het opstellen, het beëdigden en het registreeren der processen-verbaal, het afgeven van de kopie dezer, het geloof verschuldigd aan die akten, de wijze van vervolgingen, de verantwoordelijkheid, het recht tot schikking in der minne en de verdeeling der boeten.

§ 2. Met wijziging in de artikels 194 en 235 der voormelde algemeene wet, zijn de daarin aangeduide openbare ambtenaren en beambten, de burgemeesters, schepenen, commissarissen en adjunct-commissarissen van politie, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het vervaardigen en het verhandelen der eetwaren, bevoegd om, alleen, op te zoeken en vast te stellen al de overtredingen van deze wet.

Die verschillende agenten hebben insgelijks bevoegdheid tot het vaststellen der overtredingen van artikel 13 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij het verboden is, buiten de slijterijen, sterke dranken te verkoopen of rond te venten.

VI. — Straffen.

ART. 17.

§ 1 Worden gestraft:

1° Met eene boete gelijk aan driemaal het vergunningsrecht, onverminderd de betaling van dit recht, elke overtreding van artikels 1, 4, 5, 6 § 3, 7 § 3, 9 § 1, n° 1 en 2 en § 3.

2° Met eene boete gelijk aan tweemaal de taxe, onverminderd de betaling dezer taxe, elke overtreding van artikels 11 en 12.

3° Met eene boete van 500 tot 1,000 frank :

a) Elke weigering tot onderzoek of elk ander feit strekkende tot het beletten of verhinderen der onderzoekingen voorzien bij de artikelen 8 en 9 § 1 n° 3, en over 't algemeen, elke daad van den slijter of van zijnen aangestelde, die van aard is om de opzoekingen

même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 25 à 100 francs;

b) Toute infraction à l'article 10 § 1^{er} par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n° 2, 3 et 4 de cet article. La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de la mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

c) Toute infraction à l'article 13 ou aux mesures prises pour son exécution.

4° D'une amende de 25 à 100 francs les infractions :

a) A l'article 6 § 1^{er};

b) A l'article 9 § 1^{er} n° 4;

c) A l'article 10 § 1^{er} n° 1;

d) A l'article 14;

e) A toutes dispositions de la présente loi pour lesquelles aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un mois à trois mois, pour les infractions visées aux n° 1, 2, 3 et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 4 ci-dessus.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 10, § 1^{er} n° 1, à l'article 12 ou à l'article 13, la fermeture du débit peut être prononcée jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes et jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 13 sont réalisées.

§ 4. Les boissons spiritueuses détenues en contravention aux dispositions de la présente loi peuvent être saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété du contrevenant.

Le Ministre des Finances détermine comment il est disposé des choses confisquées.

§ 5. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

en de vaststelling der overtredingen te beletten of te verhinderen; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van een derden persoon is strafbaar met eene boete van 25 tot 100 fr.;

b) Elke overtreding van artikel 10 § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n° 2, 3 en 4 van dit artikel. Daarenboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag het uitvoeren van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

c) Elke overtreding van artikel 13 of van de voor diens uitvoering genomen maatregelen.

4° Met eene boete van 25 tot 100 frank de overtredingen :

a) Van artikel 6 § 1;

b) Van artikel 9 § 1 n° 4;

c) Van artikel 10 § 1 n° 1;

d) Van artikel 14;

e) Van al de bepalingen dezer wet waartoe omtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij nietbetaling der beloopte straffen, wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n° 1, 2 en 3, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden, en, voor die aangehaald onder n° 4 hierboven, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. De sluiting der slijterij mag, ingeval van overtreding van artikel 10 § 1, n° 1, van artikel 12 of van artikel 13, worden uitgesproken tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, en tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 13 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

§ 4. De sterke dranken die in overtreding met de bepalingen dezer wet voorhanden zijn, mogen worden aangeslagen en verbeurdverklaard, dan zelfs wanneer zij den overtreder niet in eigendom toebehooren.

De Minister van Financiën beslist wat met de verbeurdverklaarde zaken dient gedaan te worden.

§ 5. De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen die bij deze wet zijn voorzien.

VII. — *Dispositions transitoires.* —
Abrogation. — Mise en vigueur de la loi

ART. 18.

Sont exemptés du droit de licence :

1° Les débiteurs de boissons spiritueuses exemptés par application des articles 4 et 8 de la loi du 19 août 1889;

2° Les débiteurs de boissons fermentées qui, ayant souscrit une déclaration de patente avant le 1^{er} mars 1908, continuent personnellement l'exploitation du même débit et se conforment aux engagements prévus par le § 1^{er} de l'article 9, à contracter par eux dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi. Tant qu'ils jouissent de l'exemption, ils peuvent rester, par dérogation au § 4 de l'article 9, passibles des taxes communales ou provinciales établies par les règlements actuellement en vigueur.

ART. 19.

Sont abrogées les dispositions de la loi du 19 août 1889 qui ne se concilient pas avec celles de la présente loi.

ART. 20.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur trois mois après sa publication.

Les débiteurs de boissons spiritueuses ayant payé pour l'année 1908 un droit de licence supérieur à celui dont ils sont redevables en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi, obtiendront d'office la restitution de la somme payée en trop, jusqu'à concurrence d'un maximum de 25 %.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1908.

VII. — *Overgangsbepalingen.*
Afschaffing. — In werking treden der wet.

ART. 18.

Van het vergunningsrecht zijn vrij :

1° De slijters van sterke dranken die vrijgesteld zijn bij toepassing van artikels 4 en 8 der wet van 19 Augustus 1889;

2° De slijters van gegiste dranken die, vóór 1 Maart 1908, eene patentaangifte hebbende onderteekend, in eigen persoon dezelfde slijterij blijven houden en de verplichtingen naleven welke voorzien zijn bij § 1 van artikel 9, waartoe zij zich moeten verbinden binnen de drie maanden van het in werking treden dezer wet. Zoolang zij den vrijdom genieten, mogen zij, met afwijking van § 4 van artikel 9, belastingplichtig blijven voor de gemeentelijke of de provinciale taxes ingevoerd bij de thans van kracht zijnde reglementen.

ART. 19.

Zijn vervallen de bepalingen der wet van 19 Augustus 1889, die met de bepalingen van deze wet niet overeenkomen.

ART. 20.

De bepalingen dezer wet treden in werking drie maanden na hare bekendmaking.

Aan de slijters van sterke dranken die, voor het jaar 1908, een vergunningsrecht hebben betaald hooger dan dat waartoe zij krachtens artikel 1 dezer wet gehouden zijn, wordt de te veel betaalde som van ambtswege terugbetaald, tot beloop van een maximum van 25 %.

Gegeven te Brussel, den 13 Januari 1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

(30)

(ANNEXE AU N° 92)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1908.

Projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 19 août 1889
sur le droit de licence.

DIAGRAMME

1838 - Loi du 18 Mars
établissant un impôt
sur le débit en détail
de boissons distillées
et alcooliques.

1850 - Loi du 1^{er} Décembre 1849
établissant un droit de débit
en détail de boissons alcooliques
et abrogeant la loi du 18 Mars
1838.

1871 - Loi du 5 Juillet
abolissant le droit de
débit en détail de boissons
alcooliques à partir du
1^{er} Octobre 1871.

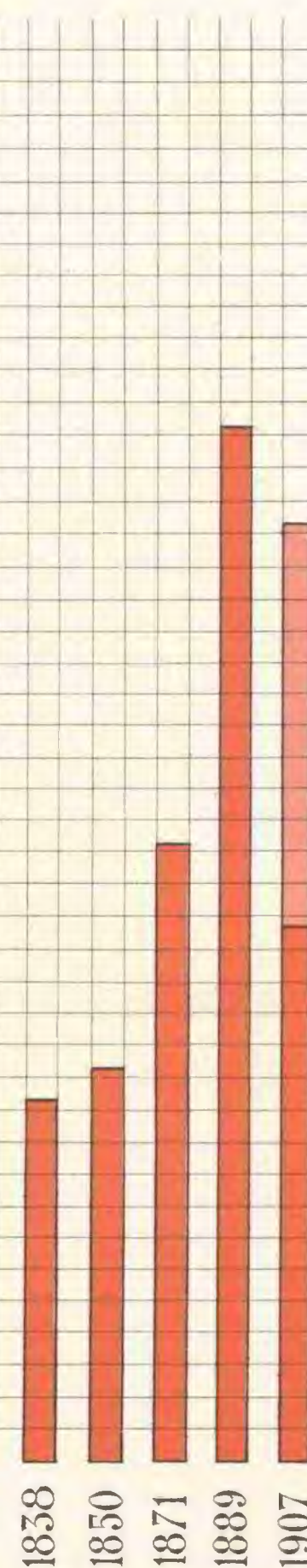
1889 - Loi du 19 Août
établissant une taxe
sur les nouveaux débits
de boissons alcooliques.

1907.

CARTE FIGURATIVE
du nombre proportionnel à la population
des débits de boissons alcooliques en
1838-1850 et 1871
et de celui des débits de boissons en général
en 1889 et 1907.

LÉGENDE

- Débits de boissons alcooliques.
- Débits de boissons fermentées.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1908.

Wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen der wet van 19 Augustus 1889
op het vergunningsrecht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Weinige landen zijn er waar geene wetten werden gemaakt tot bestrijding der toeneming van het getal herbergen; geen enkel waar de hinderpalen aan dezer vermenigvuldiging niet dochtig werden bestormd.

Aan België behoort het bedroevend voorrecht het land te zijn dat, onder al de natiën, het grootste getal slijterijen telt in verhouding tot de bevolking; de maatregelen tot beperking die genomen werden om derzelver getaltoeneming te sluiten, konden aan het gemeenschappelijk lot niet ontsnappen.

Waar is het dat, de in 1889 op voorstel van den achtbaren heer Beernaert gestemde wet, in den beginne met zichtbare gunstigheid werd onthaald: met de gemeentelijke geldmiddelen moesten ook de openbare gezond- en zedelijkheid er baat bij vinden; zij werd schier eenpariglijk door Kamer en Senaat gestemd.

Doch, naar gelang de toepassing der wet zich uitbreidde, lokte zij klachten uit vanwege het privaat belang; het doen uitschijnen van de door de ondervinding opgedane gebreken werd niet verzuimd; zoo ver werd gegaan, dat het doelmatige van hare werking betwist werd.

Reeds werd door mijn achtbaren voorganger, den heer de Smet de Naeyer, hare krachtadige werking in het daglicht gesteld in de memorie van toelichting van het wetsontwerp, dat door hem op 15 Maart 1904 werd overgelegd.

Ook mag worden bijgevoegd dat, te rekenen van de invoering van het vergunningsrecht, het aangroeien van het getal drankslijterijen voor de eerste maal heeft afgenomen.

Gaat men de verschillende tijdstippen na waarop, te dezer zake, wetten

H

De bijlage (diagram) wordt later rondgedeeld.

werden gemaakt, dan wordt het bestaan vastgesteld, in 1838, van ééne slijterij voor 89 inwoners; in 1850, van ééne voor 83 inwoners; in 1871, van ééne voor 52 inwoners; in 1889, van ééne voor 31 inwoners.

Ontzettend was de aangroeiing in getal; maar van het eerste jaar dat het vergunningsrecht werd toegepast, hield de toeneming plotseling op. Dit maar al te vaak ontkend feit wordt door de hierbij behorende beeldkaart klaar gemaakt.

Nochtans heeft de beperkende werking der wet zich hierbij niet bepaald; zij heeft zelfs, in verhouding tot het getal herbergen, eene vermindering te weeg gebracht: het bevolkingscoëfficiënt dat, in 1839, het getal 31 per slijterij bedroeg, telt er 34 in 1907, dan dat — hetgeen vooral in aanmerking dient te komen — in de statistiek voor 1907, al de slijterijen van bier begrepen zijn.

Zoo dus, dat de gezamenlijke toeneming, welke voor het tijdvak van 1871 tot 1889, 40 % bereikt, gevolgd is van eene volkomen afnemende werking, die ongeveer 10 % bedraagt.

Nu, worden de wettige vaststellingen tot steunpunt genomen, dan schijnt de doelmatige werking der wet nog veel verder te gaan daar, op wettige wijze, van de telling der alcoholhoudende drankslijterijen afgetrokken dienen te worden, de 95,156 herbergen waar geacht is niets dan gegiste dranken te worden verkocht.

Jammer, dat hier schijn bedriegt; want het valt niet weg te cijferen dat, in een groot getal dezer inrichtingen, alcohol op bedektelijke wijze wordt verstrekt. Stellig, juist om reden van sluikerij, wordt er minder verbruikt en vindt de strijd tegen alcohol er een niet te ontkennen voordeel bij. Niettemin dient te worden belijfd, dat dit de zwakke zijde is van het bij de wet van 1889 ingevoerd stelsel. De eerste krachtdadige poging dezer wet was het bestrijden van een ingewortelde kwaal; geen wonder dus, dat zij met de in den sluikhandel aangewende vernuftigheid heeft moeten afrekenen en dat hare weldadige werking hierdoor verzwakking heeft ondergaan; om het even, het doelmatige van haar grondstelsel blijft zeker en al onze pogingen moeten dan ook bijdragen tot verbetering van hare toepassing.

* * *

De jongste jaarlijksche telling van het getal drankslijterijen dagteekent van 1^{re} Maart 1907. Daarin komt voor, het bestaan van 210,310 slijterijen waaronder, 95,156 slijterijen van bier, 67,711 slijterijen van alcohol die krachtens de wet van 1889 vrijdom genieten en 47,443 slijterijen van alcohol die aan het vergunningsrecht zijn onderworpen. In 1907, heeft dit recht 4,784,240 frank opgebracht.

Het verschil van stelsel hetwelk op de slijterijen wordt toegepast en het bedrog dat in menige slijterij gepleegd wordt, hebben het gedacht doen ontstaan om het vergunningsrecht op algemeene wijze toe te passen zonder de verworven toestanden in aanmerking te nemen, zonder onderscheid te maken tusschen de slijters van sterke dranken en zij die zich bepalen met het verkoopen van gegiste dranken.

Deze tot gelijkheid strekkende oplossing bezit het onbetwistbaar doch eenig voordeel, eene meerdere opbrengst van belasting voor gevolg te hebben; inderdaad, door haar zouden op eens getroffen worden 162,867 slijters, die thans van het vergunningsrecht zijn vrijgesteld, en het getal belastingplichtigen zou van 47,443 tot 210,310 klimmen.

Maar de partijgangers van dergelijke oplossing verliezen uit het oog, dat het invoeren van het vergunningsrecht niet ten doel heeft gehad de Staatsinkomsten te vermeerderen; integendeel, voor een gelijk bedrag ware het wenschelijk derzelver opbrengst te zien verminderen; immers, alle vermindering van opbrengst ware een stap vooruit op den weg naar zedelijkheid, en dit was wel de eenige betrachting van den wetgever van 1889.

Ook die betrachting moet de onze wezen.

Al te strenge algemeenmaking van het vergunningsrecht zou het getal plaatsen waar alcohol wordt verbruikt in hooge mate doen stijgen; zij zou al de herbergiers aanzetten tot het slijten van sterken drank, ten einde het bedrag van hunnen aanslag te kunnen inwinnen; zij zou deze eenvoudige waarheid mickennen waarvolgens, in den huidige toestand onzer gewoonten, de eerste zoo niet de eenige te bereiken vooruitgang is, de bierslijterij in de plaats te stellen van de alcoholislijterij.

Integendeel, er moet worden uitgezien naar een stelsel van algemeenmaking, waarbij zekere voordeelen worden verzekerd aan hen die, besloten om zich van den gemakkelijken en winstgevenden verkoop van alcohol te onthouden, geene contrôle behoeven te duchten die op werkelijke bekrachtigingen steunt.

Door het ontwerp zijn — behoudens hetgeen voorzien is bij de bepalingen van overgang — aan het vergunningsrecht onderworpen, al de slijters van gegiste en van sterke dranken; doch, aan de slijters van gegiste dranken wordt door hetzelfde het voorrecht toegekend, om het bedrag van het vergunningsrecht slechts tijdelijk en als waarborg te kwijten, zoodat hun belang in het naleven der wet ligt, zoodat ook, bij overtreding, de Regeering zich niet in de verplichting bevindt om, zooals het maar al te dikwijls gebeurt, ofwel de overtreding ongestraft te laten ofwel ze door de al te zware straf der hechtenis te toen beteugelen.

* * *

Aan de berekentabel voor het vergunningsrecht werd menigmaal het verwijt gedaan dat, opgemaakt zooals ze is bij de wet van 1889, de verhouding over 't hoofd wordt gezien. Niet zooals de patentbelasting, heeft het vergunningsrecht tot doel het bereiken van een zeker winstbedrag; 't is niet dan een hinderpaal wiens bestaan een zedelijk oogmerk heeft. Moest, om reden van haar verhoudingskarakter het openen en behouden van een merklijk getal slijterijen niet door de taxe worden belet, dan zou deze zonder goed gevolg blijven en geene reden van bestaan hebben. Een zekere verhouding is echter noodig; de berekentabel van 1889 zelve is uit dit gevoelen ontstaan, want zij legt de taxe op in verhouding tot de belangrijkheid der gemeenten; met reden werd geducht, dat al te strenge taxatie aanleiding tot sluikhandel zou geven.

Te dien opzichte komt het gepast voor, in iederen rang van gemeenten, drie klassen in te stellen: de eerste klasse zou, op de thans bestaande taxe, eene verhooging ondergaan van 25 % en de laatste eene verlaging van 25 %. In zake van dezen aard is groote omzichtigheid noodig; immers, indien door een zekere verlaging kan worden bijgedragen tot bestrijding van den sluikhandel, door eene al te merkelijke verlaging kan den verkoop van alcohol worden aangemoedigd en het doel der wet worden tegengewerkt.

* * *

Door de toepassing der wet van 19 Augustus 1889 openbaarde zich de doelmatigheid van een andere hervorming tot belemmering van het openen van nieuwe herbergen; inderdaad, ondanks den betrekkijken vooruitgang waarvan hooger wordt gewag gemaakt, is het betreurenswaardig te moeten vaststellen dat, in sommige streken, het coëfficiënt der bevolking per herberg (zonder onderscheid van soort) tot negentien is gedaald, hetgeen overeenkomt met te zeggen dat, voor 6 man van 18 jaar en meer, er eene herberg wordt geteld.

Aan het beperken van het getal slijterijen bij wege van gezag, valt niet te denken. Alle in dien zin genomen wettelijke bepaling ware in strijd met het beginsel der vrijheid van den handel en de beroepen; zij zou stof tot willekeur geven, daar zij zich op geen billijken of redematigen regel zou kunnen beroepen. Een nieuwe hinderpaal van fiskalen aard opwerpen, ziedaar het middel dat zich als natuurlijk voordoet. Zulks wordt door het ontwerp bewerkt met het stellen eener nieuwe openingstaxe op elke slijterij van sterke of gegiste dranken, zooals dit in het Groothertogdom Luxemburg bestaat.

Gekend is hoezeer de gewoonte van het bezoeken der herbergen een prikkel is tot winstbejag bij het oprichten van nieuwe gebouwen. In de groote steden worden dagelijks belangrijke onroerende goederen aangekocht om ze tot sierlijke koffiehuisen of weelderige bierhuizen in te richten. In de nieuwe buitenwijken en in de voorsteden waar vooral nederige burgerhuizen en goedkoope woningen worden gebouwd, wordt, op elke eenigszins voordeelige plaats, gewedijverd voor het openen van herbergen, met de hoop om, tijdens twee of drie jaren dat het bouwen duurt, de clienteele van het werkvolk te bekomen, in afwachting der vaste klanten van de toekomstige wijk.

Meestendeels, beantwoorden die pracht- of die volksinrichtingen aan geen werkelijke noodwendigheid, en zijn niet anders dan nieuwe gelegenheid voor het publiek om zich aan schadelijke of ten minste nuttelooze slemperijen over te geven en om verkwistingen te doen die, voor velen, gebeuren ten nadeele van de noodzakelijke besparingen, ja soms van de onontbeerlijke levensbehoeften.

Het was in het midden van het fransch-belgisch Congres voor brouwerij, in 1900 gehouden ter gelegenheid der Parijsche Tentoonstelling, dat het denkbeeld der openingstaxe werd vooruitgezet.

« Éene der gestelde vragen luidde als volgt: « Welk is het best aan te wenden middel om, zonder tusschenkomst van de wetmakende Staatsmacht, het toenemen van het getal drank-slijterijen te beletten ».

In het verslag over dit vraagpunt, waarvan een der opstellers de fransche voorzitter van het Congresbureau is, staan de volgende beschouwingen te lezen :

» Om op die vraag te antwoorden, ware het vooreerst goed te onderzoeken » wat tot die overdreven toeneming aanleiding heeft gegeven.

» Misschien wel mogen hier de brouwers zich de borst kloppen, en moet de » schuld hun worden toegeschreven, daar zulks een der gevolgen is van de » hevige concurrentie die zij zich onderling aandoen en waartegen zij, in » hun voordeel, zich hebben te behoeden. Vele redenen pleiten hiervoor.

» Niettemin is het klaar, dat het inrichten tot kroegen van deze al te tal- » rijke hiertoe niet bestemde en dus, wegens menige redenen, ongeschikte » onroerende goederen, nadeelig is voor de belangen der brouwerij in » 't algemeen.

» Meestal worden zij bezocht door weinig te vertrouwen klanten, die nu » eens slecht en dan eens niet betalen. Het zijn bezoekers die niet lang » toeven en vervangen worden door andere die niet beter zijn en bijna » altoos aan de brouwers meer last dan profijt berokkenen.

» Ziedaar de soort van inrichtingen die op bijzondere wijze zou moeten » bekampt worden, ten einde haar getal te verminderen door ze, ofwel » op natuurlijke wijs te doen verdwijnen, ofwel inzonderheid, door het » openen van soortgelijke inrichtingen niet slechts moeilijker maar eenigs- » zins onmogelijk te maken.

» Hoe daartoe geraken zonder bemoeienis der wetgevende Staatsmacht ?

» Eenvoudiglijk door het openen der nieuwe drankslijterijen aan een » bijzondere taxe te onderwerpen.

» Het stellen eener bepaalde taxe, wier bedrag zou moeten gevonden wor- » den ten einde het doel niet te overschrijden; zou zekere bedenkingen en » zekere tijdverlengingen uitlokken, die grootelijks tot verhelping van de » kwaal zouden bijdragen, om het even of dezer kiem in de aangehaalde of » in een andere oorzaak ligt. Opdat de opening van noodig zijnde slijterijen » nog mogelijk weze, mag die taxe niet te hoog zijn, maar nochtans hoog » genoeg om het openen te beletten van slijterijen als die waarover gewaagd » komt te worden. »

Door het wetsontwerp wordt de kwijting der openingstaxe opgelegd aan den eigenaar van het onroerend goed of, in voorkomend geval, aan den vruchtgebruiker of aan den erfpachter. Hij die een huis bouwt of de bestemming van een huis wil veranderen, moet dus, indien hij eene herberg ervan wil maken, rekening houden met de kosten van eerste inrichting, waardoor hij aangezet kan worden om van zijn voornemen af te zien.

Zooveel mogelijk de aard der zaken het toelaat, dient de last dezer kosten in eene zekere verhouding te staan; hij zal gelijk zijn aan vijfmaal het gemiddeld bedrag van het vergunningsrecht. Met dien grondslag zal, in menig geval, het openen van nieuwe slijterijen door de openingstaxe machtig worden tegengewerkt.

Niet meer door dit ontwerp dan door de wet van 1889 wordt het heffen van nieuwe geldmiddelen voor den Staatsschat beoogd : de opbrengst der

openingstaxe zou dienen tot vermeerdering der ontvangsten van het bijzonder gemeentelijk fonds.

* * *

Sommige gemeenten, handelende als bewaaksters der openbare gezondheid, hebben te dezer hunne vooringenomenheid getoond door, opzichtsens het inrichten van herbergen, de noodige stoffelijke voorwaarden te bepalen.

Dit loffelijk optreden heeft, zoowel ten opzichte der gezondheid als der zedelijkheid, de beste gevolgen gehad, doch het doet zich maar al te zelden voor; de werkeloosheid der meeste gemeenten schijnt het verlangen te doen vermoeden eener tusschenkomst vanwege de Regeering en terzelfder tijd is zij een bewijs dat de gelegenheid hiertoe zich ten gepasten tijde voordoet.

Het verordenden zou vooral zich moeten toepassen op de oppervlakte en de ruimte der inrichtingen, op dezer ligging, innerlijke verdeeling en op derzelve aanhoorigheden, op hare vereischten van verlichting en luchtverversching. Zeer verschillend volgens de localiteiten, de streken en volgens dat het nieuwe inrichtingen betreft of vroegere die door een nieuwen houder betrokken zijn en waar, om reden van opgedane ondervinding, steeds veranderingen worden aangebracht, zoo ware het moeilijk, bij de wet, de na te leven voorschriften in eens te bepalen; door het ontwerp wordt de Regeering gemachtigd dezelve bij Koninklijk besluit aan te duiden.

Buiten hunne rechtstreeksche doelmatigheid, zullen die maatregelen nog op onrechtstreeksche wijze bijdragen tot vermindering van het getal slijterijen; zoo ook zal het gebeuren met een andere bepaling van het ontwerp die, zooals verder wordt gezegd, onder zedelijk opzicht, aan sommige personen het recht ontzegt van sterke of gegiste dranken in het klein te verkoopen.

* * *

Eerbied voor de verworven toestanden, ziedaar het denkbeeld dat den wetgever van 1889 heeft gediend tot uitgangspunt zijner maatregelen van beperking. De wetgever acht dat, nu de wet van 1889 verbeterd wordt, de openbare meening zich gekrenkt zou gevoelen indien, in mate van het mogelijke, dezelfde regel niet werd aangenomen.

Jammer dat, hieruit, zekere ongelijkheden zullen voortvloeien; doch, buiten dezer aard van overgang, schijnt het door haar verwekt gevoelen van afgunst niet meer belangstelling te verdienen dan het billijkheidsgevoelen ingegeven door de verworven toestanden welke, om zoo te zeggen, door de wet van 1889 gewaarborgd zijn.

De door laatstgemelde wet vrijgestelde slijters zullen voortgaan met den vrijdom te genieten; doch zij alleen die, op het oogenblik der stemming van de wet, het genot ervan in hunnen naam bezitten, met uitsluiting der personen die later zouden beweren dat zij, vóór 17 Juli 1889, een persoonlijk belang in het houden der slijterij hebben gehad. De vrijgestelde slijters zijn slechts meer 67,711 in getal, terwijl, in 1889, hun getal 181,512 bedroeg; ook is het niet eens noodig te doen opmerken dat, na die tijdruimte van achttien jaar, wegens den natuurlijken loop der zaken, de verdwijning der vrijstelling met rasse schreden zal vooruitgaan.

Wat betreft de slijters van gegiste dranken door wie, vóór 1^o Maart, eene patentaangifte werd gedaan, deze zijn van het vergunningsrecht vrijgesteld mits, binnen de drie maanden na het in werking treden der wet, de verbintenissen te onderteekenen welke bij § 1 van artikel 9 zijn voorzien; in het trouw nakomen dezer verbintenissen ligt de voorwaarde hunner vrijstelling.

Dit zijn, in hare breede trekken, de bepalingen gehuldigd door het wetsontwerp dat, volgens de bevelen van den Koning, ik de eer heb ter tafel van de Kamer neer te leggen.

* * *

Door artikel 1 wordt het vergunningsrecht tot de slijters van gegiste dranken uitgebreid; heffing en bedrag van dit recht blijven erdoor behouden, doch, met het doel een zekere verhouding ervan te laten invoeren, wordt gemeld recht met een vierde verminderd voor de slijters wier aanslag in de patentbelasting wegens drankslijterij voor het afgelopen jaar werd vastgesteld volgens de 14^e, de 15^e of de 12^e klasse van tarief B, toegevoegd aan de wet van 21 Mei 1819 (gewijzigd bij artikel 2 der wet van 22 Januari 1849); daarentegen, wordt door gemeld artikel met een vierde vermeerderd het bedrag gesteld op de slijterijen die in het patentrecht zijn aangeslagen volgens de 4^e of eene hoogere klasse, terwijl op de slijters die aangeslagen zijn volgens eene der klassen 11 tot 5 van voormeld tarief, de thans bestaande bedragen van toepassing blijven.

Ten stonde der verklaring betalen de nieuwe slijters het even aangeduid minimumrecht, onder voorbehoud van verschuldigdheid van een evenredig aanvullend recht, indien hun aanslag in het patentrecht voor het loopend jaar voor gevolg heeft het betalen van een hooger bedrag.

De taxe treft den slijter in persoon en niet de slijterij. Zoo is het dat hetgeen op 1^o Januari betaald werd door den houder der slijterij, niet in aanmerking komt ten voordeele van dengene die den handel in den loop van het jaar overneemt; laatstbedoelde, op zijne beurt, is onmiddellijk belasting-schuldig, zooals verder zal worden uitgelegd.

Anderzijds, het recht is verschuldigd voor elke slijterij: een persoon of eene vennootschap die, rechtstreeks, bij aangestelde of bij tusschenpersoon meerdere slijterijen houdt, wordt dus aangeslagen voor elk zijner inrichtingen.

Tot voorkoming van geschillen, wordt daarenboven bij artikel 1 bepaald, dat voor de drankslijters die andere beroepen uitoefenen, in geen geval de verwantschap (affiniteit) voorzien bij artikel 10 der wet van 21 Mei 1819 in aanmerking mag komen; op hunne drankslijterij wordt een afzonderlijk patentrecht toegepast.

Door artikel 2 wordt met juistheid bepaald wat verstaan dient te worden onder de uitdrukking « slijter in het klein ». Deszelfs beschikkingen hebben hoofdzakelijk voor doel een einde te stellen aan de voorwendsels en uitvluchten welke dikwijls werden uitgevonden door de slijters die uit hoofde van overtreding der wet van 1889 vervolgd werden.

Alhoewel het slijten van drank, evenzeer als het verkoopen van elk andere koopwaar tot kenmerk draagt de betaling van de geleverde zaak, werd nochtans door de toepassing der wet van 1889 bewezen dat, met de daad van verkoopen dient te worden gelijkgesteld, het stoffelijk feit van drank te geven, al wordt dit ook kosteloos gedaan, en zelfs van meegebrachte dranken te laten verbruiken, wanneer dergelijke feiten plaats grijpen in eene inrichting die toegankelijk is, 't zij voor het publiek in het algemeen, 't zij alleen voor genootschappen of voorkostgangers. In andere woorden, 't is niet aan te nemen dat het den houder eener inrichting waar gedronken wordt mogelijk zij als voorwendsel te geven vreemd te zijn aan een dergelijk feit van verbruik dat in zijne inrichting plaats grijpt, en evenmin kan worden aangenomen, dat ontduiking der wet plaats hebbe in de bijzondere maatschappijen, in de groote familiekost- en spijshuizen, enz. waar alleen een beperkt publiek toegang heeft.

Het verbruik ter plaatse is hetgeen waardoor de slijterij van gegiste dranken in het klein gekenmerkt wordt. Daaruit volgt, dat niet als slijter in het klein geacht wordt, de bierkoopman, de kruidenier of andere winkelier die bier in flesschen verkoopt of bij wien hetzelfde voor huislijk verbruik wordt gehaald.

Voor de sterke dranken hangt de hoedanigheid van slijter in het klein af van de hoeveelheid die verkocht of verstrekt wordt. Volgens dit stelsel, is aan het vergunningsrecht onderworpen, alwie likeuren bij hoeveelheden van twee liter of minder verkoopt, om het even waar het verbruik plaats heeft. De op twee liter bepaalde uiterste maat is die welke thans bestaat (wet van 19 Augustus 1889, art. 10); in het Groothertogdom Luxemburg, is die uiterste maat bepaald op 4 liter en zij bedraagt 5 liter in het ontwerp dat, in 1898, door den achtbaren heer Lejeune aan den Senaat werd voorgelegd. In Holland wordt als verkoop in het klein aanzien alle verkoop bij hoeveelheden van minder dan 10 liter.

Van zelf, dat door het ontwerp niet als slijter in het klein aanzien wordt, de apotheker die, op voorschrift van eenen dokter, sterke dranken verstrekt.

Door artikel 3 wordt den wettelijken zin der uitdrukking « sterke dranken » bepaald.

Het is opgesteld derwijze, dat daaronder bedoeld worden niet alleen de bij stoking verkregen sterke dranken, zooals brandewijn en jenever, alsmede al de dranken waaraan alcohol is toegevoegd, maar ook al de likeuren in het algemeen, welk ook de oorsprong zij van den door hen ingehouden alcohol. Alhoewel dergelijke likeuren soms weinig schadelijk zijn, is het volstrekt noodzakelijk ze met de eigenlijk gezegde geestrijke likeuren gelijk te stellen, zoo niet staat de deur open voor bedrog, dat even gemakkelijk te plegen als moeielijk te achterhalen is.

Nochtans worden de door alcoholische gisting ontstane producten uit natuurlijk sap van vruchten, wijnen, cider en perencider, als ook de mede niet als sterke dranken beschouwd, voor zoover geen alcohol eraan werd toegevoegd, of de natuurlijke alcoholische sterkte niet meer bedraagt dan

12 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Artikel 4 handelt over de rondreizende slijterijen.

Slijterijen van dien aard opgericht in voertuigen die tot bediening van eene verkeerdienst worden gebezigd — vaartuigen, spoor- of tramwegwagens — zijn weelde-slijterijen; om die reden dient daarop een hoog vergunningsrecht (200 frank) te worden gesteld.

Wat betreft de in booten, kramen, loodsen, tenten, enz. gehouden slijterijen, dezer belangrijkheid verandert met harer verplaatsing, dienvolgens is, in de praktijk, het onmogelijk ze aan eene trapswijsklimmende taxe te onderwerpen; de meest redematige oplossing is, ze tot een zelfde bedrag aan te slaan.

Het is geweten, dat het rondventen en het verkoopen van sterke dranken buiten de koffiehuisen, herbergen, enz. verboden zijn (wet van 16 Augustus 1887, art. 15); dienvolgens behoeft het voorgelegd ontwerp zich daarmee niet in te laten.

In artikel 5 wordt gehandeld over de verklaring en over de betaling van het vergunningsrecht.

Artikel 6 der wet van 19 Augustus 1889 eischt dat het volle recht betaald wordt door den slijter die zich in den loop van het jaar nederzet, welk ook de datum van opening der slijterij weze. Aan deze bepaling mag verzachting worden gebracht: door het ontwerp wordt het recht voor het volle jaar alleen behouden ten opzichte der vaste of rondreizende slijterijen die gedurende het eerste halfjaar geopend worden; voor die welker opening plaats heeft in den loop van het tweede halfjaar wordt het recht tot op de helft verminderd.

Artikel 6 van het ontwerp brengt verzachting aan een andere bepaling der wet van 1889: deze bepaling is die waarbij als nieuw opgericht wordt aanzien, elke slijterij welke van eene gemeente naar eene andere wordt overgebracht.

De Regeering stelt voor, het vergunningsrecht niet opnieuw te vergen, indien de gemeente der nieuwe inrichting van gelijken of van minderen rang is, en ook de slijter slechts het verschil te doen kwijten tusschen het betaalde recht en het in de gemeente der nieuwe inrichting verschuldigde recht, indien laatsbedochte gemeente van hooger rang is. Daarbij, op het aanvullend recht dient denzelfden regel te worden toegepast als op het recht verschuldigd voor de nieuwe slijterijen; 't is te zeggen, slechts de helft van het aanvullend te vorderen, indien het overbrengen gedurende het tweede halfjaar heeft plaats gehad.

Met een oogmerk van orde en van toezicht wordt, op straf van boete, eene verklaring van verplaatsing gevorderd. Deze verklaring moet worden gedaan ten kantore waar het vergunningsrecht werd betaald, indien de slijterij in het gebied van gemeld kantoor gevestigd blijft; in tegenovergesteld geval, wordt ze gedaan ten kantore der belastingen van het gebied waarin de slijterij is overgebracht.

Het spreekt van zelf dat, in voorkomend geval, een aanvullend recht, krachtens § 2 van artikel 1, verschuldigd is, indien het patentrecht waarin de overgebrachte slijterij is aangeslagen voor gevolg heeft het toepassen van een hooger vergunningsrecht dan dat hetwelk eerst betaald werd.

In de wet van 1889 ligt het beginsel van de onherroepelijkheid der te recht gedane betaling : noch het overlijden van den slijter, op welk tijdstip ook, noch het overlaten of het sluiten der slijterij, om het even op welk tijdstip of voor welke oorzaak, geven geene aanleiding tot eenige vermindering of teruggave van het vergunningsrecht.

Het al te strenge van dit beginsel dient te worden verzacht en het past, onder zekere voorwaarden, ontlasting van de helft van het vergunningsrecht toe te staan ingeval, in den loop van het eerste halfjaar, de slijterij voorgoed wordt gesloten. Ziedaar hetgeen besloten ligt in artikel 7 van het ontwerp : door hetzelfde zullen de erfgenamen der overleden slijters of de slijters wier zaken niet bloeiend genoeg zijn, worden aangezet om, gedurende het tweede halfjaar, met het houden der slijterij niet voort te gaan. Dergelijke bepaling komt in de Hollandsche drankwet voor.

Vermeld artikel 7 drukt terzelfder tijd het reeds hooger aangehaald begrip uit, te weten : dat de opvolger van den slijter die komt te overlijden of uit te scheiden, op zijne beurt gehouden is de verplichtingen na te leven welke, bij de wet, aan de algemeenheid der slijters zijn opgelegd.

Dus moet, alvorens zich neer te zetten, de opvolger de bij artikel 5 voorgeschreven verklaring doen; hij moet vooraf gansch het vergunningsrecht of de helft van dit recht kwijten, volgens dat hij zich vóór 1 Juli of na dien datum neerzet. Hield hij van zijnen kant, eene andere slijterij waarvan hij afziet, dan schrijft artikel 6 hem zijne verplichtingen voor.

Echter, voor het geval van overlijden wordt de uitzondering, die in artikel 12 der wet van 1889 voorkomt, behouden en verruimd ten gunste van den echtgenoot en van den afstammeling van den aan het vergunningsrecht onderworpen slijter. Echtgenoot en kind of een ander afstammeling mogen, ten gevolge van andere voorvallen dan het overlijden, den slijter opvolgen, wanneer die voorvallen van aard zijn om insgelijks eene uitzonderlijke behandeling te rechtvaardigen, als daar zijn : de ontzegging in rechten, gebrekkelijkheid, schenking of ander familieverdrag. Billijk komt het voor dat, zelfs buiten het geval van overlijden, de echtgenoot of de afstammeling met het houden der slijterij mogen voortgaan zonder, voor het loopend jaar, een nieuw recht te moeten betalen, welk ook de toevallige oorzaak of de aard der overeenkomst weze die eene verandering van persoon voor gevolg heeft.

Bij het overlijden des slijters wordt, indiendartoe redenen bestaan, voor de verklaring en voor de betaling van het recht uitstel van ééne maand verleend. Wordt bij het verstrijken van dit uitstel de slijterij gesloten, dan is geen nieuw recht verschuldigd en is het niet noodig eene verklaring te doen. Deze bijzondere bepalingen vinden hunne rechtvaardiging in hun eigen zelve.

Artikel 8 van het ontwerp geeft de beschikking weer van artikel 10 der

wet van 1889, betreffende het recht van onderzoek der slijterij, met uitdrukkelijke toepassing van dit recht op al de gedeelten der inrichting, de aanhoorigheden bijbegrepen, waar de klanten of verbruikers toegang hebben.

Artikel 9 stelt de voorwaarden volgens welke de slijter zich kan vrijmaken van de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht na het derde jaar.

Het is niet voldoende die voorwaarde in de wet op te nemen, noch zelfs zich te vergenoegen met eene van die gewone verklaringen welke door een groot getal belastingschuldigen worden ondertekend, zonder dat zij zich maar eens rekening geven over haren inhoud en hare gevolgen. De zaak vergt bijzondere voorzorgen. Noodig is het, dat de slijter die vrijdom wenscht van de belasting van het vergunningsrecht, volkomen op de hoogste wijze van al hetgeen hem wordt verboden en dat hij zich op uitdrukkelijke wijze verbindt de verbodsbepalingen na te leven, na vooraf de daaraan verbonden straffen te hebben overwogen.

Daarom vergt het ontwerp eene bijzondere en jaarlijksche verklaring, waarin worden bepaald de voorwaarden waaraan de belanghebbende zich moet onderwerpen.

Het geldt vooreerst het verbod, niet alleen van sterken drank te verstrekken of te laten verbruiken, maar ook van er, bij welke hoeveelheid ook, voorhanden te hebben in de lokalen waar de verbruikers toegang vinden. Overigens mag, in de andere gedeelten van de inrichting en dezer aanhoorigheden, zich slechts eene hoeveelheid bevinden die geen halven liter te boven gaat en gerechtvaardigd is door een geneeskundig voorschrift, dat van niet meer dan drie maanden dagteekent.

Bovendien wordt gewaagd van de verplichting om de niet voor de verbruikers toegankelijke lokalen te laten onderzoeken, telkens dat zulks van den slijter of zijnen aangestelde wordt verzocht door twee daartoe bevoegde agenten. Dit recht van onderzoek, meer omvattend dan dat spruitende uit artikel 8, hetwelk zich beperkt tot het gedeelte van het onroerend goed waarin de klanten of verbruikers toegang hebben, wordt gebillijkt door de noodzakelijkheid tot opsporing van al de middelen van bedrog. Voelt, in de slijterij zoowel als bij de fabricatie, de sluikhandel zich niet in werkelijkheid bedreigd, dan zal hij al het pogen vrijdelen dat door den wetgever ter bestrijding van de jeneverplaag wordt aangewend; hier staat een allerhoogst maatschappelijk belang op 't spel. Aan de agenten zal de verplichting worden opgelegd dit bijzonder onderzoek met de meest mogelijke voor- en omzichtigheid in te stellen; te dien einde wordt, bij § 5 van artikel 9, eene machtiging gevorderd vanwege den vrederechter, vanwege een hooger ambtenaar of vanwege eenen officier der gendarmerie. Zooals het geregeld is, wordt dat recht van onderzoek in een aantal tol- en accijnswetten weergevonden.

Ten slotte, moeten de slijters van deze klasse, op eene in het oog vallende plaats, boven iederen toegang hunner inrichting, een opschrift plaatsen, waarbij kenbaar wordt gemaakt, dat het verbruik van sterken drank er verboden

is. Deze bepaling zal het toezicht zeer vergemakkelijken; bovendien zal zij vermijden, dat de eerlijke klanten medeplichtigen worden van het bedrog.

De bij artikel 9 voorgeschreven verklaring heeft voor gevolg het schorsen, na het derde jaar, van de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht; voor de drie eerste jaren is dus de taxe invorderbaar en wordt, in voorkomend geval, gedurende de drie volgende jaren een aanvullend recht betaald indien de slijterij van rang of van klasse wordt verhoogd.

De aldus gestorte sommen dienen tot waarborg voor de uitvoering der aangegane verbintenissen; één jaar na de uitscheiding van alle in persoon of bij tussenpersoon gehouden slijterij worden zij, op verzoek der slijters of hunner rechthebbenden terugbetaald. Daarentegen, ingeval van niet-uitvoering van hoogerbedoelde verbintenissen, komen die sommen ten deel aan het bijzonder fonds en aan hen die deze verbintenissen niet hebben nageleefd, wordt het voordeel der vrijstelling van het vergunningsrecht onttrokken.

Niets, onder het stelsel der wet van 1889, verhindert dat de wegens bedriegelijken verkoop van alcohol veroordeelde slijters te trachten, het volgende jaar, zich opnieuw als bierslijters te doen doorgaan. De hervallenen zijn talrijk, en men ziet er die, na drie of vier veroordeelingen nieuwe pogingen aanwenden om het vergunningsrecht te ontduiken : dit gebeurt omdat, onder de thans bestaande wet, de gevolgen der overtreding, in vergelijking met het te behalen voordeel, minbeduidend zijn; door de voorgestelde bepalingen wordt een gansch omgekeerden toestand ingevoerd.

Deze maatregelen zullen voor gevolg hebben aan de wet eene trouwe toepassing te verzekeren, den verkoop van gegiste dranken aan te moedigen en het verbruik van alcohol te beperken; zij zullen ook bijdragen tot het verminderen van het bedrog door de vrees welke de slijters zullen gevoelen hunne borgsom te verbeuren en zich voorgoed tot de betaling der taxe verplicht te zien. Overigens is het waarschijnlijk dat, na enkele jaren, diegenen onder de slijters welke weinig winst behalen aan alle slijterij vaarwel zullen zeggen en teruggave vragen der gestorte sommen, welke een klein kapitaal zullen uitmaken, dat hun zal toelaten een anderen handel te ondernemen.

Opdat artikel 9 niet door de provinciën en de gemeenten verlamd worde, is bepaald, dat de slijters die volgens gemeld artikel worden behandeld, niet belast mogen worden met provinciale of gemeentelijke taxes die niet terzelfder tijd de slijterijen van sterke dranken treffen.

Artikel 10 doet opgave van zekere klassen van personen wien het verboden is, noch in persoon, noch bij tussenpersoon, sterke of gegiste dranken in het klein te verstrekken.

Gemelde personen zijn vooreerst die, welke hunne rechtstreeksche belastingen voor het afgelopen jaar, ofwel de provinciale en gemeentelijke taxes op de dranksljterijen voor hetzelfde jaar niet ten volle hebben gekweten; te hunnen opzichte houdt het verlies van recht op zoodra de oorzaak hiervan verdwijnt. Stellig is het, dat de dranksljterijen gehouden door personen die er niet toe geraken hunne imposten te kwijten of die, onder dit

opzicht, bewijs geven van eene hardnekkige nalatigheid weinig vertrouwen verdienen; het is te wenschen dat soortgelijke inrichtingen tot sluiten genoodzaakt worden.

In de wet van 1889 komt eene gelijkaardige bepaling voor : bij niet-betaling van het patentrecht vóór den 1^{en} Januari van het volgende jaar, voorziet zij het verlies van het recht tot vrijstelling, doch zij maakt dat verlies van vrijdom onherroepelijk; de ondervinding heeft bewezen, dat die bepaling te streng is; daarentegen is het noodig, zooals hooger werd gezegd, aan de bepaling meer omvang te geven en eronder het geval te begrijpen van nietbetaling van andere belastingen dan het patentrecht, namelijk de provinciale en gemeentelijke taxes op de drankslijterijen.

Twee andere klassen van personen wien het ontwerp het recht ontnemt slijterijen in het klein te houden (artikel 10, §§ 1, 2 en 3), zijn die welke, in België of in den vreemde, veroordeeld werden, ofwel voor welke misdaad ook, of nog voor een der feiten voorzien onder hoofdstukken IV en volgende van titel VII van het Strafwetboek (artikels 368 tot 391). In het eerste geval, wordt de bepaling door haar eigen gebilijkt, en 't is voldoende het hoofdschrift van titel VII aan te halen : « Over de misdaden en wanbedrijven tegen de familie-orde en tegen de openbare zedelijkheid » om, voor het tweede geval, derzelver rechtvaardiging insgelijks te ontwaren.

Ten slotte, is er eene vierde klasse van personen aan wien door het ontwerp verbod wordt gedaan om drank te verstrekken in het klein ; het zijn die, welke een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie hebben gehouden. Dit verbod pleit insgelijks tot zijn eigen rechtvaardiging; soortgelijke bepaling komt in de Hollandsche en in de Groothertogelijke wetten voor.

Artikel 4 der wet van 1889 bepaalde zich het recht tot slijten van sterke dranken in het klein te ontzeggen aan de personen die, bij toepassing van de artikelen 368 tot 391 van het strafwetboek, eene veroordeeling hadden volbracht. Met de nieuwe bepaling wordt verder gegaan en zijn in de ontzegging begrepen, de slijters van gegiste dranken die, bij toepassing van dezelfde artikelen, veroordeeld werden; doch, opdat deze bepaling, ten opzichte van de eenen of van de anderen, geene terugwerkende kracht hebbe, wordt bij § 2 van artikel 10 verordend, dat niet in aanmerking worden genomen : eenerzijds, de veroordeelingen volbracht vóór het in werking treden der nieuwe wet, door de slijters van om het even welke dranken wier nederzetting van vroeger dan 17 Juli 1889 dagteekent, anderzijds de veroordeelingen uitgesproken tegen thans gevestigde slijters van gegiste dranken.

§ 3 van artikel 10 duidt nauwkeurig aan in welke gevallen de bij de wet bedoelde tusschenkomst van personen wordt vermoed.

De artikelen 11 en 12 handelen over de openingstaxe der nieuwe slijterijen.

Artikel 11 regelt den aanslag in die taxe.

Zooals hooger wordt gezegd, is de openingstaxe gelijk aan vijfmaal het bedrag van het gemiddeld vergunningsrecht dat in de gemeente wordt

gevorderd; zonder het karakter eener verbodsbepaling te hebben, zal die taxenochtans elke nieuwe onderneming van drankslijterij erg bezwaren.

Voor de rondreizende slijterijen bepaalt § 2 eenvormig de openingstaxe op de som van 500 frank; de taxe past zich natuurlijkerwijze veeleer toe op den houder dan op de inrichting, aangezien het meestal moeilijk zal zijn zich omtrent de identiteit van laatstgemelde te overtuigen, vooral wanneer het geldt onderzoek in te stellen aangaande kramen, loodsen, enz. Hoofdzakelijk zijn soortgelijke inrichtingen aan verslijt en aan vernieling blootgesteld; ook veranderen zij gemakkelijk van meester.

Wat dus, voor de eischbaarheid der openingstaxe van de rondreizende slijterijen, in aanmerking moet komen, is de eerste inrichting van den houder. Wanneer, te dier gelegenheid, deze de taxe heeft betaald, mag hij met het houden zijner slijterij onbepaald voortgaan, zonder aan de taxe opnieuw te worden onderworpen, tenzij hij gedurende een gansch jaar bleef zonder zijn heroep uit te oefenen.

Gaat de inrichting in andere handen over, dan is de nieuwe houder, op zijne beurt, de openingstaxe verschuldigd, zelfs wanneer hij handelt krachtens eene lastgeving van den vroegeren houder; de overlevende echtgenoot of echtgenoot en de erfgenaam in rechtstreeksche lijn zelven worden er niet van vrijgesteld. Deze regelen kunnen zeer streng schijnen, doch zij zijn noodig om talrijke betwistingen te voorkomen waarover, in het algemeen, niet kan worden uitspraak gedaan in het korte tijdsverloop gedurende hetwelk de rondreizende slijterij in dezelfde localiteit gevestigd blijft, betwistingen die van aard kunnen zijn om voor de belanghebbenden zeer nadeelige gevolgen uit te lokken.

Naar luid van § 3 is geene taxe verschuldigd voor het heropenen eener slijterij, tenzij het onroerend goed waarin zij gehouden werd en waarin zij opnieuw wordt gehouden, tot eene andere bestemming heeft gediend, en wel van 1 Januari tot 31 December van het vorige jaar. Dezelfde paragraaf bepaalt dat, bij vernieling van een onroerend goed hetwelk tot slijterij wordt gebezigd, geene openingstaxe verschuldigd is voor het in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin die slijterij voorloopig wordt gehouden, en ook niet voor het insgelijks in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin dezelfde eigenaar, vruchtgebruiker of erfpachter, binnen hoogstens een tijdvak van één jaar, de slijterij voorgoed heeft heringericht. De eerste dezer bepalingen bedoelt inzonderheid de inrichtingen die aan de brouwers toebehooren en welke zij soms gedurende verschillende maanden in de verplichting zijn, onbetrokken te laten ter oorzake van gebrek aan huurders of aan geschikte zaakvoerders. Het ware ongerijmd de taxe te vergen voor het heropenen dezer slijterijen, alsmede voor de slijterijen die geopend worden in vervanging van andere die afgebroken, afgebrand of onteigend zijn. Doch om misbruik te vermijden, is het noodig deze vrijdom aan zekere voorwaarden te onderwerpen. Ziedaar het voorwerp van § 3.

Artikel 12 handelt over de verklaring tot opening.

Het legt deze formaliteit aan den taxeplichtige op, 't is te zeggen aan den eigenaar, aan den vruchtgebruiker of aan den erfpachter van de vaste slijterijen en aan den houder van de rondreizende slijterijen..

Aangezien de regelmatigheid en de nauwkeurigheid der verklaring aanleiding kunnen geven tot betwisting, zoo wordt bij § 1 vereischt, dat de verklaring gedaan worde ten minste vijftien dagen vóór den datum waarop men voornemens is de slijterij te openen. Het kan gebeuren dat de taxe, ten stonde der verklaring, niet kan berekend worden : in allen gevalle, is het verboden de slijterij te openen vóór dat de taxe gekweten is (§ 3).

Zooals hooger vermeld is, wordt de opbrengst der openingstaxe aan het bijzonder fonds toegekend, dat bij de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld, en zulks onder dezelfde voorwaarden als de opbrengst van het vergunningsrecht; § 3 van artikel 12 is in dien zin opgesteld.

Artikel 13 vergt ten opzichte der nieuwe slijterijen de bijzondere voorwaarden van gezondheid, enz., die in de algemeene bemerkingen reeds ter sprake kwamen.

Artikel 14 heeft voor doel een onlangs ontdekt bedrog te voorkomen : er is bevonden geworden, dat een winkelier, daartoe door eenen stoker aangezet, eene premie van éenen liter genever ten geschenke gaf aan iederen persoon die houder was van tickets waarbij de aankoop van 10 halve-kilogrammen margarine werd vastgesteld. Om het vergunningsrecht te ontduiken, werd de premie zelfs gebracht tot op 2 1/2 liter voor 25 tickets.

Tot het beletten van dergelijke behendige streken, die van aard zijn om de dronkenschap tot in het midden der familiën te bevorderen, verbiedt artikel 14 aan de handelaars in het algemeen aan hunne klanten te verkoopen, te geven of aan te bieden, premiën die bestaan in sterke dranken, van welke hoeveelheid ook.

Artikel 15 maakt, op de reclamaties in zake vergunningsrecht en openingstaxe van toepassing, de bepalingen betreffende de reclamaties in zake rechtstreeksche belastingen. Bij de wet van 1889 wordt aan den provincialen directeur der rechtstreeksche belastingen de zorg opgedragen uitpraak te doen over de bezwaren ingediend tegen de invordering van te hooge vergunningsrechten, doch in het onderhavig geval, zijn de beslissingen van vermelden ambtenaar onherroepelijk. Ten einde het belang der belastingsschuldigen nog beter te vrijwaren, laat artikel 15 van het ontwerp toe, dat tegen bedoelde beslissingen hooger beroep of beroep in cassatie mag worden ingesteld.

Artikel 16 geeft de bepalingen weer van artikel 13 der wet van 1889, betreffende het vaststellen der overtredingen, het recht tot schikking in der minne, enz. Aan de opgave der ambtenaars die bevoegd zijn om proces-verbaal op te maken, worden door gemeld artikel toegevoegd de door de openbare overheid aangestelden voor het toezicht op het vervaardigen en het verhandelen der eetwaren. Aan die verschillende agenten verleent dit artikel ook bevoegdheid tot het vaststellen der overtredingen van artikel 13 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij het verboden is, buiten de slijterijen, sterke dranken te verkoopen of rond te venten. Dikwijls bestaat samenhang tusschen deze overtredingen en die in zake vergunningsrecht.

De strafbepalingen maken het voorwerp uit van artikel 17 van het wetsontwerp.

Door n^o 1 van § 1 van dit artikel wordt de boete op driemaal het vergunningsrecht bepaald in de volgende gevallen :

Niet verklaring van het vergunningsrecht en niet betaling van dit recht bij de opening of bij de overneming eener slijterij, verzuim van de jaarlijksche verklaring en betaling, nalaten van betaling van het, in voorkomend geval, verschuldigd aanvullend recht (art. 1, 4, 5, 7, § 3, en 9, § 3);

Niet verklaren van verplaatsing, wanneer de slijterij naar eene gemeente van hooger rang is overgebracht (art. 6, § 3);

Het verstrekken of voorhanden hebben van sterke likeuren door eenen slijter die eene verbintenis heeft onderteekend met het doel de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht te schorsen (art. 9, 1^o en 2^o van § 1).

Het niet bestaan van verklaring voor de openingstaxe en van betaling dezer taxe wordt, bij n^o 2 van § 1, gestraft met eene boete gelijk aan tweemaal de taxe of de aanvullende taxe.

Elke daad die zich tegen de ambtsverrichting der agenten van het toezicht verzet, inzonderheid de weigering tot onderzoek — al geldt het ook het onderzoek van algemeen recht ofwel het bijzonder onderzoek der slijterijen waarvoor de houders eene verbintenis hebben onderteekend ten einde de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht te schorsen — vordert beteugeling; n^o 3 van § 1 straft met eene boete elke daad van dien aard, onverschillig of zij door den slijter of door zijnen aangestelde werd begaan. Hetzelfde feit dat ten laste van een derden persoon wordt vastgesteld, is strafbaar met eene boete van 25 tot 100 frank. Deze straf mag worden toegepast op de verbruikers die, bij het aankomen der agenten, de voorwerpen doen verdwijnen wier aanwezigheid ten blijke der overtreding komen, of op die welke op een andere wijze tot het verhelen dezer voorwerpen medehelpen; dergelijke pogingen worden nog al dikwijls vastgesteld ter gelegenheid van de krachten de wet van 1889 gedane vervolgingen; welnu, indien de verbruiker die van het door den slijter begane bedrog onbewust is, gespaard moet blijven, dan toch is strafbaar, alwie aan dat bedrog zich medeplichtig maakt door den dader aan de straf te willen doen ontsnappen.

Eene boete van 300 tot 1,000 frank wordt bij voormeld n^o 3 uitgesproken ten laste van hem die eene dranklijterij houdt in strijd met de verbodsbepaling voorzien bij n^o 2, 3 et 4 van § 1 van artikel 10. De sluiting wordt daarenboven uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag het uitvoeren van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven.

Ook wordt eene boete van 300 tot 1,000 frank beloopt voor elke overtreding van artikel 13, waar het de voorwaarden geldt van gezondheid, enz. waaraan de nieuwe slijterijen moeten voldoen.

N^o 4 van § 1 bedreigt met eene boete van 25 tot 100 frank :

a) Het nalaten der aangifte van de verplaatsing der slijterij in de gevallen waar geen nieuw recht verschuldigd is (art. 6, § 1). Het spreekt van zelf dat, in de practijk, de straf merkelyk mag verminderd worden, telkenmale het verzuim aan onwetendheid of aan vergetelheid is toe te schrijven;

b) Het niet plaatsen van het opschrift voorgeschreven bij n^o 4 van § 1 van artikel 9;

c) Het houden eener drankslijterij door eenen belastingschuldige die zijne imposten niet bijtijds betaald heeft (art. 10, § 1, n^o 1);

d) Alle overtreding van de bepaling waarbij aan de handelaars wordt verboden aan hunne klanten te verkoopen, te geven of aan te bieden, premiën die in sterke dranken bestaan (art. 14);

e) Alle overtreding waarvoor geene bijzondere strafbepaling is voorzien.

§ 2 bedreigt met eene subsidiaire straf die van acht dagen tot drie maanden gevangenzetting kan bedragen, het niet betalen van de straffen, belooopen wegens de overtredingen voorzien bij n^o 1 tot 4 van § 1 van artikel 17.

In geval dranken worden verstrekt door eenen belastingschuldige die niet bijtijds zijne imposten heeft gekweten (art. 10, § 1, n^o 1), ingeval van niet betaling der openingstaxe (art. 12), zoo ook ingeval van overtreding van artikel 13, waar het de voorwaarden geldt van gezondheid, enz., mag de sluiting der slijterij worden uitgesproken tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, en tot het oogenblik waarop de bij gemeld artikel 13 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn. § 3 van artikel 17 is in dien zin opgesteld.

Ten slotte, bij § 4 wordt bepaald, dat de sterke drank die, in de inrichting en dezer aanhoorigheden, in strijd met de wet voorhanden is, mag worden aangeslagen en verbeurdverklaard, dan zelfs wanneer zij den overtreder niet in eigendom toebehoort. Het geldt hier eene afwijking van het beginsel van artikel 42 van het strafwetboek; de algemeene bepaling van artikel 100 van hetzelfde wetboek voorziet soortgelijke afwijkingen in de bijzondere wetten en de hier bedoelde afwijking schijnt, van uit een dubbel standpunt gerechtvaardigd te kunnen worden; eenerzijds, zou de ontvankelijkheid van het bewijs van een andermans eigendom aanleiding geven tot groote zwarigheden van practischen aard en de deur voor bedrieglijke verstandhouding openzetten; anderzijds, wil men het openen van nieuwe alcoholstijterijen moeilijker maken, dan komt gepast voor, dat de leveranciers die zins zijn aan de slijters krediet te geven door hun dranken te leveren, bij voorbeeld wegens nederlegging, door de wet worden gewaarschuwd voor het gevaar waarmede hunne rechten bedreigd zijn.

Daarenboven wordt bij § 4 van artikel 17, de Minister van Financiën gemachtigd te beslissen wat met de verbeurdverklaarde zaken dient gedaan te worden. Meestal, in afwachting dat de zaak bij minnelijke schikking of bij vonnis beëindigd zij, zullen zij verzegeld worden.

Bij § 3 wordt de toepassing der voorwaardelijke veroordeeling in zake vergunningsrecht en openingstaxe niet toegelaten. Dergelijke bepaling komt namelijk voor in de wet van 13 April 1896, op het vervaardigen en het invoeren van den alcohol.

Bij maatregel van overgang brengt artikel 18 verzachting in de toepassing van het nieuwe stelsel, door van het vergunningsrecht vrij te stellen, de slijters van sterke dranken die, tot nog toe, aan dat recht niet onderworpen waren, alsmede de slijters van gegiste dranken die, vóór 1 Maart 1908, eene

patentaangifte hebben onderteekend en, binnen den termijn van drie maanden van het in werking treden der wet, de bij artikel 9 voorziene verbintenissen aangaan ten einde de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht te schorsen; ingeval de aangegane verbintenissen niet worden nageleefd, wordt hun het voordeel der bepalingen van artikel 9 voorgoed onttrokken.

Bij artikel 19 wordt de uitgesproken vervallenverklaring van de bepalingen der wet van 19 Augustus 1889, die met de bepalingen van het ontwerp strijdig zijn.

Ten slotte, wordt door artikel 20 voorzien, het in werking treden der nieuwe bepalingen drie maanden na de bekendmaking der wet.

Het bepaalt daarenboven, dat de slijters van sterke dranken die, voor 1908, een vergunningsrecht hebben betaald hooger dan dat waartoe zij krachtens artikel 1 der nieuwe wet gehouden zijn, van ambtswege terugbetaling bekomen van de te veel betaalde som, tot beloop van hoogstens 25 t. h.

*
* *

Waar het de wetgeving op de drankslijterijen betreft, loopen de gedachten te zeer uiteen en de sedert verschillende jaren beurtelings in uitzicht gestelde oplossingen zijn te talrijk, dan dat de Regeering eraan kan denken voorstellen te belichamen waarin geene bedoeling van minnelijke schikking is opgenomen.

Dit is wel het karakter dat de gezamenlijke bepalingen van het ontwerp inhouden; aan de beperkende maatregelen zullen zij een trouwe en deugdelijke toepassing verzekeren en, in vergelijking met den huidige toestand, zal aan dezelve, onder opzicht van den strijd tegen de jeneverplaag, een merklijken vooruitgang te danken zijn.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous présents et à venir, Salut.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives :

Het volgend wetsontwerp zal, uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging worden voorgelegd :

. — *Droit de licence sur les débits de boissons.*

I. — *Vergunningsrecht op de drankstijterijen.*

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉEN.

§ 1^{er}. Tout débitant en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est soumis annuellement au droit de licence. Ce droit est dû pour chaque débit; le taux en est fixé d'après le tarif ci-après :

§ 1. Ieder slijter van sterke of gegiste dranken in het klein is jaarlijks aan het vergunningsrecht onderworpen. Dit recht is verschuldigd voor elke slijterij; het bedrag ervan is bepaald als volgt :

Dans les communes dont la population est de	Débitants dont la cotisation au droit de patente pour l'année antérieure a été établie d'après		
	la 14 ^e , 13 ^e ou 12 ^e classe du tarif B (modifié) annexé à la loi du 21 mai 1819.	une des classes 11 à 5 du tarif B visé ci-contre.	la 4 ^e classe ou d'après une classe supérieure du tarif B visé ci-contre.
moins de 5,000 habitants. . . .	45	60	75
5,000 à moins de 15,000 habitants.	60	80	100
15,000 à moins de 30,000 habitants.	75	100	125
30,000 à moins de 60,000 habitants.	112.50	150	187.50
60,000 habitants et plus	180	200	250

In de gemeenten wier bevolking tellt	Slijters wier aanslag in het patentrecht voor het vorige jaar vastgesteld is geworden volgens		
	de 14 ^e , 13 ^e of 12 ^e klasse van het gewijzigd tarief B toegevoegd aan de wet van 21 Mei 1819.	eene der klassen 11 tot 5 van het hierover bedoeld tarief B	de 4 ^e klasse of volgens eene hogere klasse van het hierover bedoeld tarief B.
minder dan 5,000 inwoners	45	60	75
5,000 tot beneden 15,000 inwoners .	60	80	100
15,000 tot beneden 30,000 inwoners .	75	100	125
30,000 tot beneden 60,000 inwoners .	112.50	150	187.50
60,000 inwoners en meer	180	200	250

§ 2. Les nouveaux débiteurs acquittent, au moment de la déclaration, le droit minimum indiqué ci-dessus sous la réserve de l'exigibilité d'un supplément dans le cas où leur cotisation au droit de patente pour l'année courante serait supérieure au droit correspondant à la 12^e classe du tarif B susmentionné.

§ 3. En ce qui concerne les débiteurs de boissons qui exercent d'autres professions, un droit de patente distinct est, dans tous les cas, fixé pour leur débit de boissons.

§ 4. La classification des communes est déterminée d'après la population de droit constatée par le dernier recensement général connu au 15 décembre précédant l'année de l'exigibilité du droit de licence.

ART. 2.

§ 1^{er}. On entend par débiteur en détail celui qui, directement ou par son préposé, dans quelque lieu que ce soit, vend des boissons fermentées à consommer sur place ou des boissons spiritueuses par quantités de deux litres ou moins.

§ 2. Est assimilé au fait de vendre, le fait de livrer gratuitement ou de laisser consommer des boissons, dans un lieu accessible au public en général ou seulement à des sociétaires ou à des clients en pension.

§ 3. N'est pas considéré comme débiteur en détail, le pharmacien qui livre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 3.

§ 1^{er}. On entend par boissons spiritueuses, toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres

§ 2. De nieuwe slijters betalen, ten stonde der verklaring, het hierboven aangeduid minimumrecht onder voorbehoud van verschuldigheid van een aanvullend recht, indien hun aanslag in het patentrecht voor het loopend jaar meer zou bedragen dan het recht dat overeenstemt met de 12^e klasse van voormeld tarief B.

§ 3. Voor de drankslijters die andere beroepen uitoefenen, wordt, in al de gevallen, een afzonderlijk patentrecht voor hunne drankslijterij bepaald.

§ 4. De indeeling der gemeenten wordt aangeduid door de bevolking van rechtswege vastgesteld volgens de jongste algemeene volkstelling gekend op den 15 December die voorafgaat aan het jaar der eischbaarheid van het vergunningsrecht.

ART. 2.

§ 1. Onder slijter in het klein wordt verstaan hij die, rechtstreeks of door zijnen aangestelde, in welke plaats ook, gegiste dranken verkoopt voor verbruik ter plaatse, of sterke dranken bij hoeveelheden van twee liter of minder.

§ 2. Met het verkoopen wordt gelijkgesteld, het feit van dranken kosteloos te verstrekken of te laten verbruiken, in eene voor het publiek in het algemeen toegankelijke plaats, of tot dewelke slechts leden van genootschappen of kostgangers toegang hebben.

§ 3. Wordt niet als slijter in het klein aanzien, de apotheker die, op voorschrift van eenen dokter, sterke dranken verschaft.

ART. 3.

§ 1. Onder sterke dranken wordt verstaan, al de dranken gemaakt met bij stoking verkregen alcohol of zij die, in welke hoeveelheid ook, alcohol bevatten, zooals brandewijnen, elixirs, likeuren, bitters, de zogenaamde « apéritifs » en ander soortgelijke producten.

§ 2. De door alcoholische gisting ontstane producten uit natuurlijk sap van vruchten :

et poirés, ainsi que l'hydromel ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool ou que la richesse alcoolique naturelle ne dépasse pas 12 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 4.

§ 1^{er}. Le droit de licence est fixé uniformément à 200 francs pour chaque débit ambulant, sans distinguer si dans le courant d'une même année, il est transporté ou non sur le territoire de plusieurs communes.

§ 2. On entend par débits ambulants les débits établis notamment dans des barques ou bateaux, dans des voitures de chemin de fer ou de tramway, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations du même genre.

ART. 5.

§ 1^{er}. Quiconque s'établit comme débitant en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, soit qu'il ouvre un nouveau débit, soit qu'il reprenne un débit existant, est tenu d'en faire préalablement la déclaration au bureau des contributions directes du ressort, dans la forme déterminée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration est appuyée des certificats nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 10.

§ 2. Le droit de licence est payable au moment de la déclaration précitée et ensuite annuellement avant le 1^{er} janvier.

Il est dû en entier ou réduit à la moitié selon que l'ouverture ou la reprise du débit a lieu dans le courant du premier semestre ou postérieurement au 30 juin.

Le supplément de droit dont il s'agit au § 2 de l'article 1^{er} est payable dans les dix jours de la notification de la décision fixant la cotisation au droit de patente. La réclama-

wijnen, cider en perencider, als ook de mede (hydromel) worden niet als sterke dranken beschouwd, voor zoover geen alcohol eraan werd toegevoegd, of de natuurlijke alcoholische sterkte niet meer bedraagt dan 12 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

ART. 4.

§ 1. Het vergunningsrecht is eenvormiglijk bepaald op 200 frank voor elke rondreizende slijterij, zonder te onderscheiden of, binnen den loop van een zelfde jaar, zij ja dan neen op het grondgebied van verschillende gemeenten werd overgebracht.

§ 2. Onder rondreizende slijterijen wordt verstaan, de slijterijen opgericht namelijk in vaartuigen of booten, in spoor- of tramwegwagens, in kramen, loodsen, tenten of ander soortgelijke inrichtingen.

ART. 5.

§ 1. Alwie zich als slijter van sterke of gegiste dranken in het klein nederzet, hetzij hij een nieuwe slijterij opent, ofwel eene bestaande slijterij overneemt, is gehouden hiervan, voorafgaandelijk, verklaring te doen ten kantore der rechtstreeksche belastingen van het gebied, in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

Die verklaring dient gestaafd te wezen door de getuigschriften die tot het verzekeren der uitvoering van artikel 10 noodig zijn.

§ 2. Het vergunningsrecht is betaalbaar ten stonde dat de voormelde verklaring wordt gedaan en vervolgens jaarlijks vóór 1^o Januari.

Gemeld recht is ten volle verschuldigd of wordt tot op de helft verminderd, naar gelang de opening of de overneming der slijterij plaats heeft in den loop van het eerste halfjaar ofwel na 30 Juni.

Het aanvullend recht bedoeld bij § 2 van artikel 1 is betaalbaar binnen de tien dagen na kennisgeving van de beslissing waarbij de aanslag in het patentrecht wordt bepaald.

tion contre cette dernière cotisation ne suspend pas le paiement du supplément.

§ 3. Pour les débits ambulants, la déclaration et le paiement ont lieu au bureau des contributions directes dans le ressort duquel le débit est ouvert pour la première fois chaque année et préalablement à cette ouverture.

Si plusieurs débits ambulants sont tenus par une même personne ou par une société, la déclaration et le paiement peuvent être faits, pour ces débits, respectivement au bureau du domicile ou du principal établissement administratif de la société.

ART. 6.

§ 1^{er}. Le redevable est tenu, s'il déplace son débit, d'en faire préalablement la déclaration au bureau des contributions directes du ressort du nouvel établissement.

§ 2. Si le débit transféré reste établi dans la même commune ou s'il est transféré dans une commune de même rang ou de rang inférieur, aucun droit nouveau n'est exigible.

§ 3. Si le débit est transféré dans une commune de rang supérieur, un supplément de droit est dû jusqu'à concurrence du taux afférent à la commune du nouvel établissement.

Ce supplément est exigible en entier ou par moitié selon que le déplacement a lieu pendant le premier ou pendant le second semestre. Il est payable lors de la déclaration prescrite par le § 1^{er} du présent article, sans préjudice du supplément éventuellement dû en vertu du § 2 de l'article 1^{er} et du § 2 de l'article 5.

ART. 7.

§ 1^{er}. Dégrèvement de la moitié du droit de licence est accordé pour le débit fermé dans le courant du premier semestre, à la condition que le redevable ou ses héri-

Aanteekening van verzet tegen dien aanslag heeft niet voor gevolg de schorsing der betaling van het bijrecht.

§ 3. Voor de rondreizende slijterijen dienen verklaring en betaling te worden gedaan ten kantore der rechtstreekse belastingen van het gebied waarin de slijterij jaarlijks het eerst geopend wordt, en moeten vóór deze opening plaats hebben.

Worden verscheiden rondreizende slijterijen door een zelfden persoon of door eene vennootschap gehouden, dan mag, voor die slijterijen, de verklaring en de betaling gedaan worden, wederzijds ten kantore van de woonplaats of van de voornaamste bestuurlijke inrichting der vennootschap.

ART. 6.

§ 1. Indien de belastingschuldige zijne slijterij verplaatst is hij gehouden, op voorhand, hiervan verklaring te doen ten kantore van het gebied der nieuwe inrichting.

§ 2. Geen nieuw recht is eischbaar, indien de overgebrachte slijterij in dezelfde gemeente gevestigd blijft of naar eene gemeente van gelijken of van minderen rang wordt overgebracht.

§ 3. Wordt de slijterij naar eene gemeente van hooger rang overgebracht, dan is een aanvullend recht verschuldigd tot beloop van de taxe die op de gemeente der nieuwe inrichting wordt toegepast.

Volgens dat de verplaatsing gedurende het eerste of gedurende het tweede halfjaar gebeurt, is dit aanvullend recht ten volle of ten halve eischbaar. Het is betaalbaar ten stonde der verklaring voorgeschreven bij § 1 van dit artikel, onverminderd het aanvullend recht dat, in voorkomend geval, verschuldigd is krachtens § 2 van artikel 1 en § 2 van artikel 5.

ART. 7.

§ 1. Voor de in den loop van het eerste halfjaar gesloten slijterij wordt ontlasting der helft van het vergunningsrecht verleend, op voorwaarde dat de belastingschuldige of zijne

tiers en fassent la demande avant le 15 juillet au Directeur provincial des contributions directes et souscrivent l'engagement de ne plus débiter de boissons spiritueuses ou fermentées, pendant le restant de l'année.

§ 2. Le décès du redevable, la cession du débit à quelque titre que ce soit ou sa fermeture pour quelque cause que ce soit, dans le courant du second semestre, ne donnent lieu à aucun dégrèvement.

§ 3. L'héritier, le cessionnaire ou autre ayant cause, qui continue l'exploitation du débit, est tenu des obligations incombant à tout nouveau débitant, sous réserve de l'application, le cas échéant, des dispositions de l'article 6.

Toutefois le conjoint survivant ou le descendant n'est point soumis à un nouveau droit de licence pour l'année courante.

§ 4. En cas de décès, il est accordé, pour la déclaration et pour le paiement du droit éventuellement exigible, un délai d'un mois pendant lequel le débit peut être continué provisoirement.

Si le débit est fermé à l'expiration de ce délai, la déclaration n'est pas exigée et aucun droit nouveau n'est dû. Au cas contraire, le nouveau débit est censé avoir été établi le lendemain du décès.

ART. 8.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant est tenu de laisser pénétrer sans assistance, les agents désignés à l'article 16, dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances, où les clients et les consommateurs ont accès, de représenter à ces agents la quittance du droit de licence et, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

erfgenamen daartoe, vóór den 15 Juli, verzoek doen aan den provincialen Directeur der rechtstreeksehe belastingen en zij de schriftelijke verbintenis aangaan om, gedurende het nog te loopen gedeelte van het jaar, geene sterke of gegiste dranken meer te verstrekken.

§ 2. Noch het overlijden van den belastingplichtige, noch het overlaten der slijterij om welke reden ook, of dezer sluiting om het even voor welke oorzaak, in den loop van het tweede halfjaar, geven geene aanleiding tot eenige ontlasting.

§ 3. De erfgenaam, de overnemer of andere rechtverkrijgende die met het houden der slijterij voortgaat, is onderworpen aan de verplichtingen waartoe ieder nieuwe slijter verbonden is, onder voorbehoud van toepassing, in voorkomend geval, der bepalingen van artikel 6.

Nochtans, voor het loopend jaar, is de overlevende echtgenoot of de afstammeling aan geen nieuw vergunningsrecht onderworpen.

§ 4. Bij overlijden wordt, voor de verklaring en voor de betaling van het desvoorkomend eischbaar recht, uitstel verleend van ééne maand gedurende welke het houden der slijterij voorloopig mag worden voortgezet.

Wordt bij het verstrijken van dit uitstel de slijterij gesloten, dan wordt de verklaring niet gevegd en is geen nieuw recht verschuldigd. In tegenovergesteld geval wordt geacht, dat de nieuwe slijterij ingericht is geworden daags na het overlijden.

ART. 8.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij toegankelijk is voor de klanten of verbruikers, is de slijter gehouden de in artikel 16 vermelde agenten, zonder dat ze bijgestaan zijn, te laten binnengaan in al de gedeelten van zijne inrichting, de aanhoorigheden bijbegrepen, waar de klanten of verbruikers toegang hebben, en aan die agenten het kwijtschrift van het vergunningsrecht te vertoonen en, desvoorkomend, proefjes te laten nemen van de bij hem bevonden dranken.

ART. 9.

§ 1^{er}. Il est loisible aux débitants de souscrire annuellement, avant le 1^{er} janvier, au bureau des contributions directes du ressort et dans la forme déterminée par le Ministre des Finances, une déclaration renfermant les engagements ci-après :

1^o Ne vendre, ne livrer à quelque titre que ce soit ou ne laisser boire, dans les locaux du débit et dans ses dépendances, aucunes boissons spiritueuses;

2^o Ne détenir dans les locaux où sont admis les consommateurs aucune quantité de boissons spiritueuses et n'en détenir dans les autres parties de l'établissement et ses dépendances qu'une quantité ne dépassant pas un demi-litre couverte par une prescription médicale, dont la date ne remonte pas à plus de trois mois;

3^o Sans préjudice du droit de visite stipulé à l'article 8, se soumettre, sur la réquisition de deux agents ayant qualité en vertu de l'article 16, à la visite immédiate des locaux non accessibles aux consommateurs, pendant les heures de fréquentation du débit et, en tous cas, de 6 heures du matin jusqu'à l'heure réglementaire de la fermeture des cabarets;

4^o Apposer d'une manière apparente, au-dessus de chaque entrée du débit, un écriteau portant lisiblement les mots : « La consommation de boissons spiritueuses est interdite. »

§ 2. Cette déclaration a pour effet de suspendre la débetion du droit de licence après la troisième année, sous la réserve stipulée au § 3. Les sommes versées servent de garantie à l'exécution des engagements souscrits et sont restituées à la demande des débitants ou de leurs ayants droit un an après la cessation de tout débit exploité personnellement ou par personne interposée; elles restent définitivement acquises au fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889 en cas d'inexécution des engagements susvisés, et le bénéfice de la disposition est défini-

ART. 9.

§ 1. Het staat den slijter vrij jaarlijks, vóór 1 Januari, ten kantore der rechtstreekse belastingen van het gebied en in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm, eene verklaring te onder teekenen, waarin de volgende verbintenissen voorkomen :

1^o In de lokalen der slijterij en in dezer aanhoorigheden, geene sterke dranken te verkoopen, noch te verstrekken om welke reden ook, noch die te laten drinken;

2^o In de lokalen waar de verbruikers toegang hebben geen de minste hoeveelheid sterke dranken in voorraad te hebben en, in de andere gedeelten van de inrichting en dezer aanhoorigheden, slechts eene hoeveelheid voorhanden te hebben die geen halven liter te boven gaat en gerechvaardigd is door een geneeskundig voorschrift, dat van niet meer dan drie maanden dagteekent;

3^o Onverminderd het recht van onderzoek bepaald bij artikel 8, op aanvraag van twee daartoe krachtens artikel 16 bevoegde agenten, zich te onderwerpen aan het onmiddellijk onderzoek van de lokalen die niet voor de verbruikers toegankelijk zijn, en zulks gedurende de uren dat de slijterij bezocht wordt, en, in allen gevalle, van 6 uren 's morgens tot op het reglementair uur van sluiting der herbergen;

4^o Op eene in het oog vallende plaats, boven iederen toegang tot de slijterij, een opschrift te plaatsen houdende in leesbare woorden : « Het verbruik van sterke dranken is verboden. »

§ 2. Gemelde verklaring heeft voor gevolg het schorsen, na het derde jaar, van de verplichting tot betaling van het vergunningsrecht, mits het bij § 3 bepaalde voorbehoud. De gestorte sommen dienen tot waarborg voor de uitvoering der aangegane verbintenissen en, op verzoek der slijters of hunne rechthebbenden, worden zij terugbetaald één jaar na de uitscheiding van alle in persoon of bij tussenpersoon gehouden slijterij; zij komen voorgoed ten deel aan het bijzonder fonds, dat bij de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld, ingeval

tivement retiré à ceux qui y ont contrevenu.

§ 3. Si, après la troisième année, un débit est élevé de rang ou de catégorie, l'exploitant n'a à payer à titre de droit de licence et ce pendant une période de trois ans, que la différence entre les deux taux.

§ 4. Les débits soumis au régime du présent article ne peuvent être frappés de taxes communales ou provinciales qui n'atteignent pas en même temps les débits de boissons spiritueuses.

§ 5. Pour effectuer la visite spéciale prévue au n^o 3 du § 1^{er}, les agents doivent être porteurs d'une autorisation délivrée soit par le juge de paix, soit par un fonctionnaire de l'administration des contributions directes, douanes et accises ayant au moins le grade de contrôleur, soit par un officier de gendarmerie.

ART. 10.

§ 1^{er}. Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement soit par personne interposée :

1^o Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou les taxes communales et provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date du paiement de ces impositions;

2^o Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3^o Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal;

4^o Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

§ 2. Les dispositions des n^{os} 2 et 4 du § 1^{er} du présent article ne sont pas appli-

van niet uitvoering van hooger bedoelde verbintenissen, en aan de slijters die deze niet hebben nageleefd, wordt het voordeel der bepaling voorgoed onttrokken.

§ 3. Wordt, na het derde jaar, eene slijterij van rang of van klasse verhoogd, zoo heeft de houder, wegens vergunningsrecht, slechts het verschil tusschen de twee bedragen te betalen, en zulks gedurende een tijdperk van drie jaren.

§ 4. De slijterijen die volgens dit artikel worden behandeld, mogen niet belast worden met gemeentelijke of provinciale taxes die niet terzelfder tijd de slijterijen van sterke dranken treffen.

§ 5. Tot het doen van het bijzonder onderzoek voorzien onder n^o 3 van § 1, moeten de agenten houder zijn eener machtiging afgegeven door den vrederechter, of door eenen ambtenaar van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen hebbende ten minste den graad van controleur, ofwel door eenen officier der gendarmerie.

ART. 10.

§ 1. Mogen, noch in persoon, noch bij tussen persoon, sterke of gegiste dranken in het klein verstrekken :

1^o Zij die niet ten volle hebben gekweten hunne imposten voorkomende op de kohieren der rechtstreeksche belastingen voor het jongst verlopen jaar, ofwel de gemeentelijke en provinciale taxes op de dranksljterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verlies van recht houdt op met den datum waarop deze belastingen worden betaald;

2^o Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld;

3^o Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikels 368 tot 391 van het strafwetboek;

4^o Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

§ 2. De bepalingen van n^{os} 2 en 4 van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing

cables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues ou des établissements qu'ils auraient tenus antérieurement.

Les dispositions du n° 3 ne sont pas applicables :

a) Aux débitants de boissons spiritueuses établis avant le 17 juillet 1889, à raison des condamnations subies antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi;

b) Aux débitants de boissons fermentées établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations antérieures.

§ 5. L'habitation du débit par le conjoint ou l'ascendant du titulaire, auxquels s'applique le présent article, fait présumer l'interposition de personne.

II. — *Taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées.*

ART. 11.

§ 1^{er}. Il est dû par le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote de l'immeuble où s'ouvre, à partir du 1^{er} mars 1908, un nouveau débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, une taxe de :

300 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les communes de 5,000 à moins de 15,000 habitants;

500 francs dans les communes de 15,000 à moins de 50,000 habitants;

750 francs dans les communes de 50,000 à moins de 60,000 habitants;

1,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

La classification des communes est déterminée comme en matière de droit de licence.

op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, uit hoofde van de veroordeelingen die zij vroeger zouden hebben beloopt of van de inrichtingen die zij vroeger zouden hebben gehouden.

De bepalingen van n° 3 zijn niet van toepassing :

a) Op de slijters van sterke dranken wier nederzetting dagteekent van vroeger dan den 17^e Juli 1889, wegens de veroordeelingen welke zij vóór het in werking treden dezer wet hebben volbracht;

b) Op de slijters van gegiste dranken wier nederzetting dagteekent van vóór het in werking treden dezer wet, wegens vroegere veroordeelingen.

§ 5. Het bewonen der slijterij door den echtgenoot of de echtgenoot of door den ascendent van den houder, waarop dit artikel van toepassing is, heeft tot gevolg het veronderstellen eener tusschenkomst van persoon.

II. — *Openingstaxe op de nieuwe slijterijen van sterke of gegiste dranken.*

ART. 11.

§ 1. Door den eigenaar, den vruchtgebruiker, of den erfpachter van het onroerend goed waarin, te rekenen van 1 Maart 1908, eene nieuwe slijterij van sterke of gegiste dranken in het klein wordt geopend, is verschuldigd eene taxe van :

500 frank in de gemeenten tellende minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de gemeenten tellende 5,000 tot beneden 15,000 inwoners;

500 frank in de gemeenten tellende 15,000 tot beneden 50,000 inwoners;

750 frank in de gemeenten tellende 50,000 tot beneden 60,000 inwoners;

1,000 frank in de gemeenten tellende 60,000 inwoners en meer.

De indeeling der gemeenten wordt bepaald zooals in zake vergunningsrecht.

§ 2. Une taxe uniforme de 500 francs est due par l'exploitant de tout débit ambulancier établi à partir du 1^{er} mars 1908. Chaque nouvel exploitant est redevable de cette taxe, même s'il agit en vertu d'une procuration de l'ancien exploitant.

§ 3. Aucune taxe n'est exigible pour la réouverture d'un débit, à moins que l'immeuble où il était installé et où il est rétabli n'ait été affecté à un autre usage du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

De même, en cas de destruction d'un immeuble servant de débit, aucune taxe d'ouverture n'est due pour l'immeuble sis dans la même commune, où ce débit est provisoirement installé, ni pour l'immeuble, également situé dans la même commune, où le même propriétaire, usufruitier ou emphytéote a définitivement rétabli le débit dans le délai maximum d'un an.

ART. 12.

§ 1^{er}. Le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote est tenu de faire, au bureau des contributions directes du ressort, quinze jours au moins avant l'ouverture ou la réouverture d'un débit, une déclaration dans la forme déterminée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique les locaux affectés au débit et est appuyée des plans et certificats nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 13.

§ 2. La déclaration pour les débits ambulants est faite par l'exploitant simultanément avec celles prévues par l'article 3 ou l'article 9.

§ 3. La taxe est payée en une fois et d'avance, lors de la déclaration d'ouverture ou au plus tard dans la quinzaine.

Le produit en est attribué au fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889, dans les mêmes conditions que le produit du droit de licence.

§ 2. Eene eenvormige taxe van 500 frank is verschuldigd door den houder van elke rondreizende slijterij gevestigd te beginnen van 1 Maart 1908. Elke nieuwe houder van slijterij moet die taxe betalen, zelfs wanneer hij handelt krachtens eene lastgeving van den vroegeren houder.

§ 3. Voor het heropenen eener slijterij wordt geene taxe gevorderd, tenzij het onroerend goed waarin zij gehouden werd en waarin zij opnieuw wordt gehouden tot eene andere bestemming heeft gediend, en wel van 1 Januari tot 31 December van het vorige jaar.

Zoo ook, bij vernieling van een onroerend goed dat tot slijterij wordt gebezigd, is geene openingstaxe verschuldigd voor het in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin die slijterij voorloopig wordt gehouden, en ook niet voor het insgelijks in dezelfde gemeente gelegen onroerend goed waarin dezelfde eigenaar, vruchtgebruiker of erfpachter, binnen hoogstens een tijdvak van één jaar, de slijterij voorgoed heeft heringericht.

ART. 12.

§ 1. Ten minste vijftien dagen vóór het openen of het heropenen eener slijterij, moet de eigenaar, de vruchtgebruiker of de erfpachter, ten kantore der rechtstreeksche belastingen van het gebied, eene verklaring doen in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

Deze verklaring dient aan de duiden de tot slijterij bestemde lokalen en behoort gestaafd te wezen met de plannen en getuigenschriften die noodig zijn om de uitvoering van artikel 13 te verzekeren.

§ 2. De verklaring voor rondreizende slijterijen wordt door den slijter gedaan te gelijktijd als die welke voorzien zijn bij artikel 3 of artikel 9.

§ 3. De taxe wordt in eenmaal en vooraf gekwet ten stonde der verklaring van opening ofwel ten laatste binnen de vijftien dagen.

De opbrengst derzelve wordt aan het bijzonder fonds toegekend, dat bij de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld, en zulks onder dezelfde voorwaarden als de opbrengst van het vergunningsrecht.

III. — *Conditions d'hygiène, etc.*

ART. 13.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ou continué, à partir de la même date, par un nouvel exploitant, doit réunir dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont fixées par arrêté royal.

IV. — *Disposition spéciale.*

ART. 14.

Il est interdit aux débitants et aux commerçants en général, de vendre, de donner ou d'offrir à leurs clients des primes consistant en boissons spiritueuses, par quelque quantité que ce soit.

V. — *Réclamations, contraventions et poursuites.*

ART. 15.

Toute réclamation en matière de droit de licence ou de taxe d'ouverture autre que celle prévue par le § 1^{er} de l'article 7, est, à peine de déchéance, adressée dans les trois mois du paiement au Directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1893 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

III. — *Gezondheidsvoorwaarden, enz.*

ART. 13.

Elke slijterij in het klein van sterke of gegiste dranken die, te rekenen van het in werking treden dezer wet, geopend wordt of waarvan het houden, te rekenen van denzelfden datum, door een nieuwen slijter wordt voortgezet, dient, in het belang der openbare gezond- en zedelijkheid, bijzondere voorwaarden te vereenigen, inzonderheid wat betreft de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtversching, de verlichting, de innerlijke verdeeling en de hofplaats.

Die voorwaarden worden bij Koninklijk besluit bepaald.

IV. — *Bijzondere bepaling.*

ART. 14.

Aan de slijters en aan de handelaars in het algemeen is het verboden aan hunne klanten te verkoopen, te geven, of aan te bieden, premiën die bestaan in sterke dranken, van welke hoeveelheid ook.

V. — *Indiening van bezwaren, overtredingen en vervolgingen.*

ART. 15.

Elke reclamatie in zake vergunningsrecht of openingstaxe, andere dan die voorzien bij § 1 van artikel 7, moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend aan den provincialen Directeur der rechtstreeksche belastingen, die bij middel van een met redenen omkleed besluit uitspraak doet.

Tegen dit besluit mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld volgens de wijzen en binnen de termijnen als bepaald bij artikels 6 en volgende der wet van 6 September 1893, betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 16.

§ 1^{er}. Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843, concernant la rédaction, l'affirmation et l'enregistrement des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, le droit de transiger et la répartition des amendes.

§ 2. Par modification aux articles 194 et 233 de la loi générale précitée, tous les fonctionnaires et employés publics y désignés, les bourgmestres, échevins, commissaires et commissaires adjoints de police, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

Ces divers agents sont également qualifiés pour constater les infractions à l'article 13 de la loi du 16 août 1887, interdisant la vente ou le colportage de boissons spiritueuses en dehors des débits.

VI. — Pénalités.

ART. 17.

§ 1^{er} Sont punis :

1^o D'une amende égale au triple du droit de licence, indépendamment du paiement de ce droit, toute infraction aux articles 1, 4, 5, 6 § 3, 7 § 3, 9 § 1^{er} n^o 1 et 2 et § 3.

2^o D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de cette taxe, toute infraction aux articles 11 et 12.

3^o D'une amende de 300 à 1,000 francs :

a) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par les articles 8 et 9 § 1^{er} n^o 3 et généralement tout acte du débitant ou de son préposé tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le

ART. 16.

§ 1. Worden van toepassing gemaakt op de bij deze wet voorziene overtredingen, de bepalingen der algemeene wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 6 April 1843, betreffende het opstellen, het beëedigen en het registreeren der processen verbaal, het afgeven van de kopie dezer, het geloof verschuldigd aan die akten, de wijze van vervolgingen, de verantwoordelijkheid, het recht tot schikking in der minne en de verdeeling der boeten.

§ 2. Met wijziging in de artikels 194 en 233 der voormelde algemeene wet, zijn de daarin aangeduide openbare ambtenaren en beambten, de burgemeesters, schepenen, commissarissen en adjunct-commissarissen van politie, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het vervaardigen en het verhandelen der eetwaren, bevoegd om, alleen, op te zoeken en vast te stellen al de overtredingen van deze wet.

Die verschillende agenten hebben insgelijks bevoegdheid tot het vaststellen der overtredingen van artikel 13 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij het verboden is, buiten de slijterijen, sterke dranken te verkoopen of rond te venten.

VI. — Straffen.

ART. 17.

§ 1 Worden gestraft:

1^o Met eene boete gelijk aan driemaal het vergunningsrecht, onverminderd de betaling van dit recht, elke overtreding van artikels 1, 4, 5, 6 § 3, 7 § 3, 9 § 1, n^o 1 en 2 en § 3.

2^o Met eene boete gelijk aan tweemaal de taxe, onverminderd de betaling dezer taxe, elke overtreding van artikels 11 en 12.

3^o Met eene boete van 300 tot 1,000 frank:

a) Elke weigering tot onderzoek of elk ander feit strekkende tot het beletten of verhinderen der onderzoekingen voorzien bij de artikelen 8 en 9 § 1 n^o 3, en over 't algemeen, elke daad van den slijter of van zijnen aangestelde, die van aard is om de opzoekingen

même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 25 à 100 francs;

b) Toute infraction à l'article 10 § 1^{er} par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n° 2, 3 et 4 de cet article. La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de la mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

c) Toute infraction à l'article 13 ou aux mesures prises pour son exécution.

4° D'une amende de 25 à 100 francs les infractions :

- a) A l'article 6 § 1^{er};
- b) A l'article 9 § 1^{er} n° 4;
- c) A l'article 10 § 1^{er} n° 1;
- d) A l'article 14;

e) A toutes dispositions de la présente loi pour lesquelles aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un mois à trois mois, pour les infractions visées aux n° 1, 2, 3 et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 4 ci-dessus.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 10, § 1^{er} n° 1, à l'article 12 ou à l'article 13, la fermeture du débit peut être prononcée jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes et jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 13 sont réalisées.

§ 4. Les boissons spiritueuses détenues en contravention aux dispositions de la présente loi peuvent être saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété du contrevenant.

Le Ministre des Finances détermine comment il est disposé des choses confisquées.

§ 5. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

en de vaststelling der overtredingen te beletten of te verhinderen; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van een derden persoon is strafbaar met eene boete van 25 tot 100 fr.;

b) Elke overtreding van artikel 10 § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n° 2, 3 en 4 van dit artikel. Daarenboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag het uitvoeren van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

c) Elke overtreding van artikel 13 of van de voor diens uitvoering genomen maatregelen.

4° Met eene boete van 25 tot 100 frank de overtredingen :

- a) Van artikel 6 § 1;
- b) Van artikel 9 § 1 n° 4;
- c) Van artikel 10 § 1 n° 1;
- d) Van artikel 14;

e) Van al de bepalingen dezer wet waaromtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet betaling der beloopte straffen, wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n° 1, 2 en 3, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden, en, voor die aangehaald onder n° 4 hierboven, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. De sluiting der slijterij mag, ingeval van overtreding van artikel 10 § 1, n° 1, van artikel 12 of van artikel 13, worden uitgesproken tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, en tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 13 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

§ 4. De sterke dranken die in overtreding met de bepalingen dezer wet voorhanden zijn, mogen worden aangeslagen en verbeurdverklaard, dan zelfs wanneer zij den overtreders niet in eigendom toebehooren.

De Minister van Financiën beslist wat met de verbeurdverklaarde zaken dient gedaan te worden.

§ 5. De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen die bij deze wet zijn voorzien.

VII. — *Dispositions transitoires.* —

Abrogation. — Mise en vigueur de la loi.

ART. 18.

Sont exemptés du droit de licence :

1^o Les débiteurs de boissons spiritueuses exemptés par application des articles 4 et 8 de la loi du 19 août 1889;

2^o Les débiteurs de boissons fermentées qui, ayant souscrit une déclaration de patente avant le 1^{er} mars 1908, continuent personnellement l'exploitation du même débit et se conforment aux engagements prévus par le § 1^{er} de l'article 9, à contracter par eux dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi. Tant qu'ils jouissent de l'exemption, ils peuvent rester, par dérogation au § 4 de l'article 9, passibles des taxes communales ou provinciales établies par les règlements actuellement en vigueur.

ART. 19.

Sont abrogées les dispositions de la loi du 19 août 1889 qui ne se concilient pas avec celles de la présente loi.

ART. 20.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur trois mois après sa publication.

Les débiteurs de boissons spiritueuses ayant payé pour l'année 1908 un droit de licence supérieur à celui dont ils sont redevables en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi, obtiendront d'office la restitution de la somme payée en trop, jusqu'à concurrence d'un maximum de 25 %.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1908.

VII. — *Overgangsbepalingen.*

Afschaffing. — In werking treden der wet.

ART. 18.

Van het vergunningsrecht zijn vrij :

1^o De slijters van sterke dranken die vrijgesteld zijn bij toepassing van artikels 4 en 8 der wet van 19 Augustus 1889;

2^o De slijters van gegiste dranken die, vóór 1 Maart 1908, eene patentaangifte hebbende onderteekend, in eigen persoon dezelfde slijterij blijven houden en de verplichtingen naleven welke voorzien zijn bij § 1 van artikel 9, waartoe zij zich moeten verbinden binnen de drie maanden van het in werking treden dezer wet. Zoolang zij den vrijdom genieten, mogen zij, met afwijking van § 4 van artikel 9, belastingplichtig blijven voor de gemeentelijke of de provinciale taxes ingevoerd bij de thans van kracht zijnde reglementen.

ART. 19.

Zijn vervallen de bepalingen der wet van 19 Augustus 1889, die met de bepalingen van deze wet niet overeenkomen.

ART. 20.

De bepalingen dezer wet treden in werking drie maanden na hare bekendmaking.

Aan de slijters van sterke dranken die, voor het jaar 1908, een vergunningsrecht hebben betaald hooger dan dat waartoe zij krachtens artikel 1 dezer wet gehouden zijn, wordt de te veel betaalde som van ambtswege terugbetaald, tot beloop van een maximum van 25 %.

Gegeven te Brussel, den 13 Januari 1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.